



MICROFICHE 34

00101

Département Technique

MINISTRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

المركز القومي للتوثيق الزراعي

وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الزراعي

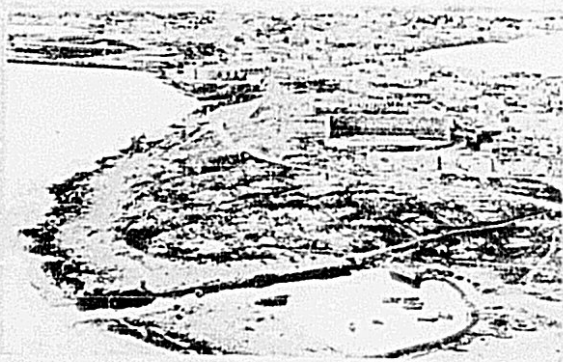
تونس

F 1

REPUBLIQUE TUNISIENNE

GOUVERNORAT DE MAHDIA

COA
**perspectives
de développement
du gouvernorat
de mahdia**



SUMMARY

- 1. POPULATION
- 2. L'EMPLOI
- 3. LES ÉQUIPEMENTS SOCIO-ÉDUCATIFS
 - 3.1. la scolarisation et la formation professionnelle
 - 3.2. la santé
 - 3.3. l'habitat et le logement
 - 3.4. la culture
 - 3.5. le tourisme
- 4. LES INFRASTRUCTURES
 - 4.1. les routes
 - 4.2. les ports
 - 4.3. la voie ferrée
- 5. L'AGRICULTURE
 - 5.1. les aspects généraux
 - 5.2. les approches hydrologiques
 - 5.3. la production agricole
 - 5.3.1. l'ordre culturel
 - 5.3.2. l'irrigation
 - 5.3.3. les cultures vivrières
 - 5.3.4. les cultures maraîchères et les
 - 5.3.5. les cultures industrielles
 - 5.4. les aspects de mise en valeur agricole
- 6. LA PÊCHE
- 7. L'ARTISANAT ET LES PETITS MÉTIERS
 - 7.1. l'artisanat
 - 7.2. les petites industries

1 - L'INDUSTRIE

1.1. L'agriculture

1.2. La conservation des produits

1.3. La coopération locale

1.4. Les autres industries

2 - L'organisation de l'espace et les perspectives de
développement régional

003 - 022 - 01 - 1

I-GENOGRAPHIE

1.1. ÉVOLUTION DE LA POPULATION ENTRE 1956 ET 1966

La population du territoire algérien de Tunisie comptait en 1956 et 1966, 145 000 et 148 000 personnes respectivement, soit une augmentation de 2,1 % en 10 ans soit 1,1 % par an en moyenne.

Catégorie	1956			1966		
	Popula- tion Algérie	Popula- tion Tunis	Popula- tion Totale	Popula- tion Algérie	Popula- tion Tunis	Popula- tion Totale
Algérie	145 000	145 000	290 000	147 000	147 000	294 000
Kasser	1 200	12 000	13 200	1 300	13 000	14 300
El Jebel	1 000	10 000	11 000	1 100	11 000	12 100
Algérie et Tunisie	146 200	146 200	292 400	148 300	148 300	296 600
Total	145 000	145 000	290 000	147 000	147 000	294 000

La croissance de la population tunisienne entre ces 2 dates a été de 2,1 % par an, soit 1,1 % par 10 ans.

On constate ainsi que pendant les 10 premières années de l'indépendance le territoire de Tunisie a connu un développement démographique de 1,1 % par an par rapport à la moyenne nationale de croissance par un accroissement de 2,1 % par an.

Ce phénomène s'explique surtout par une forte migration, 21 000 départs contre 2 000 arrivées dont un solde positif en 1966 représentant 9 % de la population de 145 000 personnes.

Il s'agit aussi que le phénomène "migration" a entraîné essentiellement la population urbaine du Gouvernement paraguay. Cette - ci accuse un déficit démographique par rapport à la croissance naturelle de la capitale de 23.000 représentants, 27 % de la population urbaine du Gouvernement de 1966 et la ville l'ordre de déficit démographique par rapport à la croissance naturelle de la capitale de 1.800 la représentant que 2,5 % de la population rurale du Gouvernement de 1966.

Assignement de plus petite taille dans les zones rurales. Les 4 villes du Gouvernement se situent : 3,2 millions dans l'échelle des villes mini-
scales ; Manila et El Salvador se trouvent dans la taille 20-25.000 habitants et El Paso et Ciudad Guayaquil la taille en dessous 10-20.000 habitants.

Entre 1956 et 1966 la croissance urbaine par taille de ville a été différenciée. Ce qui est remarquable c'est le fait que les petites villes 10-20.000 habitants se sont développées démographiquement plus fortement que celles de la taille de dessous 10-20.000 habitants : 2,1 % par an en moyenne pour les premières et seulement 1,7 % pour les secondes.

De Manila et El Salvador ont accusé une croissance élevée entre 56 et 1966 de 1,8 % et 2,7 % par an respectivement. 19,5 % et 2,8 % respectivement pour toute la période) alors que El Paso et la Ciudad se sont appuyés en moyenne de 1,9 % par an chacune (19,5 % et 19,7 % respectivement pour toute la période).

On constate ainsi que la décroissance urbaine a touché très fortement El Salvador (croissance trois fois plus faible que les villes de son rang) et d'une façon générale égale les 7 autres villes (60 % plus faible pour chacune que les villes de même taille).

à sa chute entre les villes libyennes et l'Égypte, la population de Mandia et El-Fouat s'est comprise à l'image de celle des premières villes beaucoup plus que de la seconde participant ainsi à ce qui a été appelé la "crise urbaine du Sahel" au lendemain de l'indépendance qui a été traduite par une croissance urbaine 2 fois moins forte que celle de l'ensemble des villes libyennes.

Croissance entre 1956 et 1966 du Sahel libyen
Gouvernement de Benghazi et Gouvernement de Misrata,
du Département de Mandia et de la Tunisie

	Sahel	Égypte	Mandia	Tunisie
Croissance urbaine	37,1 %	36,4 %	14,8 %	48,4 %
Croissance rurale	17,2 %	17,2 %	18,0 %	19,8 %
Croissance totale	28,2 %	27,4 %	17,5 %	31,7 %

2.2. ÉVOLUTION DE LA POPULATION ENTRE 1956 ET 1964

Il peut paraître hasardeux de tenter une estimation de la population du Gouvernement de Mandia à 4 ans du recensement prévu en 1970 et à 8 ans du dernier en date. Cette tentative est d'autant plus périlleuse que la croissance constatée entre 1956 et 1966 a subi des modifications locales, et dans tous les sens, que la seule attitude raisonnable est de l'ignorer purement et simplement. Les modifications ont porté, en effet, aussi bien sur la population urbaine que sur la population rurale et touché toutes les structures qui prévalaient avant 1966.

La bonne conjoncture qui a saisi les 4 dernières années n'a fait qu'accentuer les tendances.

1.3.3. SITUATION DE LA POPULATION RURALE

Dans l'incertitude générale nous disposons, cependant, de quelques points de repère. Ceux-ci sont fournis, contre toute attente, par les agents qui travaillent dans le cadre des Campagnes de médecine préventive du Ministère de la Santé Publique. La Direction des Campagnes de Médecine préventive organise, depuis 1968, des campagnes sanitaires de lutte contre les grands fléaux. Pour cela un véritable quadrillage du territoire a été mis en place, sous la responsabilité des services régionaux du Ministère de la Santé Publique. Les agents de ces services visitent tous les ans toutes les habitations rurales et celles qui se trouvent aux abords des villes. Les centres villes ne sont pas touchés. La correspondance entre les limites administratives et les limites du découpage d'intervention de ces agents n'est pas toujours totale notamment aux abords des villes.

Ces visites sont consignées par des relevés sur la population donnant notamment le nombre de personnes, de ménages, de maisons et de pièces indiquant en plus si la population est dispersée ou agglomérée, la distance au point d'eau le plus proche et évidemment toutes les caractéristiques sanitaires.

Ces relevés constituent donc de véritables recensements pour la population rurale et permettent de suivre son évolution d'une façon très précise. Il y a lieu, évidemment, de prendre des précautions, non seulement pour faire coïncider les bases territoriales de ce recensement de la santé et de celui de l'I.N.S mais aussi et surtout dans les abords des villes qui ont tendance à s'étendre territorialement et par là même à faire reculer les opérations des agents recenseurs.

En tenant compte de ces remarques, les données du recensement de la santé fournissent des éléments d'appréciation intéressants depuis 1966.

ÉVOLUTION DE LA POPULATION RURALE

Délégation	1966	1971	1974	Évolution		
				1966-71	1971-74	1966-74
Mahla	1.400	1.400	1.200	- 800	+ 1.200	+ 400
S. Esaf	37.000	31.000	36.000	+ 9000	+ 1.000	9.000
El Jan	20.000	24.700	25.000	+ 4000	+ 800	5.000
Soussal et Char Chariene	52.900	51.800	54.800	+ 800	+ 1.000	11.800
Cherba	1.100	10.900	11.700	+ 800	+ 800	200
Total	116.300	129.800	149.200	19000	5.000	24.000

Il paraît ressortir qu'entre 1966 et 1974, l'évolution de la population rurale a été des fluctuations importantes.

ÉVOLUTION ANNUELLE DE LA POPULATION RURALE DE 1966 À 1974

Délégation	Évolution 1966-71		Évolution 1971-74		Évolution 1966-74	
	Année	%	Année	%	Année	%
Mahla	1960	2,8 %	- 800	- 5,7 %	- 280	- 1,9 %
S. Esaf	1.200	4,4 %	1.000	3,1 %	1.200	4,0 %
El Jan	940	4,7 %	270	1,1 %	1.210	6,0 %
Soussal et Chariene	1.760	3,3 %	1.000	1,9 %	2.760	5,1 %
Cherba	- 120	- 1,1 %	270	2,4 %	+ 150	0,1 %
Total	3.780	3,2 %	3.140	2,4 %	6.920	5,3 %

à des climats secs, en villes californiennes et dans la population de Mexico et Xalapa s'est enrichie de l'usage de cette des premières villes beaucoup plus que de la seconde participant ainsi à ce qui a été appelé le "style californien de haut", le contraire de l'indigénisme qui a été contraire aux conceptions indiennes d'une ville forte qui celle-ci, comme des villes mexicaines.

DECLARAȚIE SUBSCRIBITĂ DE UN SAU MAI MULTE
MEMBRI AI COMITETULUI DE DOCTORAT ȘI DEPARTAMENTUL DE ȘTIINȚE
DE ÎNCADRARE AL STUDENTULUI ȘI AL SAU DOCTORANTULUI

	Male	Female	White	Hispanic
Continuous tobacco	35.2 %	26.2 %	6.5 %	48.4 %
Continuous tobacco	37.2 %	26.4 %	39.0 %	19.8 %
Continuous tobacco	39.2 %	32.4 %	27.5 %	31.7 %

3.2. ÉVOLUTION DE LA POPULATION ENTRE 1968 ET 1974

Ti peut paraître hasardeux de tenter une estimation de la population du département de Meurthe à 2 mille du cinquième recensement (après en 1911) en 3 ans du dernier en usage. Cette tentative est d'autant plus périlleuse que la croissance constante entre 1956 et 1958 a subi des fluctuations telles, et dans tous les sens, que la seule attitude raisonnable est de l'ignorer purement et simplement. Les modifications ont été, en effet, assez liées par la population urbaine et sur la population rurale en même temps les structures qui

population vers 1960

Le bon sens suggère que le nombre de 4 cent mille années n'a fait qu'obscurcir les incertitudes.

1.2.2. MECHANISM OF DECONTAMINATION

Cette l'incertitude électorale nous détermine, cependant, de quelques points de repère. Concerné soit financière, contre toute attente, par les aspects qui trébuchent dans le cadre des dépenses de médecine préventive du Ministère de la Santé Publique la Direction des Campagnes de médecine préventive ukrainienne, depuis 1968, des campagnes sanitaires de lutte contre les grands fléaux. Pour cela un véritable quadrillage du territoire a été mis en place, sous la responsabilité des services régionaux du Ministère de la Santé Publique. Les agents de ces services visitent tous les ans toutes les habitations rurales et celles qui se trouvent aux abords des villes. Les centres villes ne sont pas touchés. La correspondance entre les limites administratives et les limites du découpage d'intervention de ces agents n'est pas toujours totale notamment aux abords des villes.

Ces visites sont consignées par des relevés sur la population donnant notamment le nombre de personnes, de ménages, de naissances et de pièces indiquant en plus si la population est dispersée ou agglomérée, la distance au point d'eau le plus proche et évidemment toutes les caractéristiques sanitaires.

Ces relevés constituent donc de véritables renseignements pour la population rurale et permettent de suivre son évolution d'une façon très précise. Il y a lieu, évidemment, de prendre des précautions, non seulement pour faire connaître les bases territoriales de ce recensement de la santé et de celui de l'I.N.S mais aussi et surtout dans les endroits des villages qui ont tendance à s'étendre territorialement et par là même à faire reculer les opérations des agents recenseurs.

En tenant compte de vos remarques, les données du recensement de la santé fournissent des éléments d'appréciation intéressants depuis 1966.

DIRECTION DE LA POPULATION RURALE

Dépense	1966	1971	1974	Comparaison		
				1966-71	1972-74	1966-74
Musée	0 500	1 400	2 300	+ 900	+ 200	+ 900
B. Cant.	37 000	33 000	36 000	+8000	+ 3 000	9 000
El. Jan.	20 725	24 700	25 900	+4000	+ 900	4 900
Société et Club Chorale	52 300	51 000	61 800	+8800	+ 3 000	11 800
Chœur	1 000	10 300	11 700	+ 900	+ 800	1 700
Total	118 500	136 400	147 300	9400	5 400	10 200

Il paraît nettement qu'entre 1966 et 1971, l'émigration de jeunes ruraux a suivi des fluctuations saisonnières.

BOULEVARD ARISTIDE BRISAC, 13001 MARSEILLE 13

Delinquents	Achievement S.E.T.		Reasons S.E.T.		Tolerance S.E.T.	
	Average	S	Average	S	Average	S
Female	560	2.8 S	400	2.2 S	340	2.4 S
F. Head	1,320	4.4 S	1,000	3.6 S	1,200	4.0 S
F. Tail	940	3.4 S	720	2.7 S	1,000	3.0 S
Boys and Children	1,760	5.2 S	1,000	3.4 S	1,760	5.2 S
Children	1,120	3.6 S	720	2.7 S	1,120	3.6 S
Total	5,920	7.2 S	3,840	4.8 S	5,920	7.2 S

[illegible]

Nous sommes d'accord que cette croissance importante entre 1960 et 1971 est due essentiellement aux dévaluations de Roumanie et de l'Indonésie (45 % et 34,5 % en 1966 et 1971) et aux prix élevés des dévaluations de ces nations (notamment l'Indonésie) qui ont entraîné une augmentation des prix des produits de base. Cette augmentation des prix a entraîné une augmentation des prix des produits de base et a entraîné une augmentation des prix des produits de base.

La mise aux points des caractéristiques de 4000 et 5000 m de ces zones permet de définir les obligations en matière de surveillance de l'air. Il est évident que les mesures de contrôle de la pollution de la zone de surveillance doivent être liées d'une part, à l'importance de la zone de surveillance et d'autre part,

Il est difficile d'obtenir d'un agent étranger, habitant en un
transfert de son lieu d'habitation, d'obtenir d'autres renseignements
d'approcher la situation.

- Situation à l'arrivée à destination entre 1960 et 1970 : 2.000 personnes d'origine italienne et environ 2.000 d'origine grecque à Saint-Denis de la Réunion. - Situation vers le début de 1970 : 2.000 personnes d'origine italienne et environ 2.000 d'origine grecque à Saint-Denis de la Réunion. - Situation vers le début de 1970 : 2.000 personnes d'origine italienne et environ 2.000 d'origine grecque à Saint-Denis de la Réunion.

par en dans la connaissance de la population rurale depuis 1970 a alimenté l'émigration à l'étranger, soit directement, soit après un séjour dans les villes, alors qu'avant 1970 les partants à l'étranger (1000/an) étaient des urbains. Il s'agit, là, d'une hypothèse qui demande confirmation. Malheureusement il n'existe aucune donnée directe susceptible de nous aider en la matière. L'analyse de l'évolution de la population urbaine va nous permettre cependant de tester la vraisemblance de cette hypothèse.

1.2.1. ÉVOLUTION DE LA POPULATION URBAINE

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, il n'existe aucune donnée sérieuse sur la population urbaine depuis le recensement de 1966. Les chiffres fournis par les municipalités tiennent compte des décès et des naissances mais ne tiennent pas compte des migrations internes : les arrivées de la campagne et les départs vers d'autres villages et sont, par ailleurs, entachés de 2 types d'erreurs :
1. L'origine géographique des décès et des naissances n'est pas toujours la commune : ceci est particulièrement vrai pour les personnes vivant dans les abords immédiats des villes.

2. La sous-déclaration des naissances et surtout des décès.
Il est difficile d'estimer sans un recensement général, la part des décès et naissances enregistrées dans la commune mais ayant eu lieu en dehors. La part des décès non déclarés, le nombre de personnes venues de la campagne et installées dans la ville et le nombre de personnes ayant quitté provisoirement ou définitivement la ville pour différentes raisons. Il n'est même pas possible de rendre dans quel sens jouent toutes ces incertitudes. La difficulté est encore plus grande dans le Gouvernement de Mandia où la population agricole urbaine est formée, pour une part importante, de saisonniers dans les secteurs de la pêche et de la conserverie.

En attendant le recensement de Mai 1975 nous devons avancer quelques données très provisoires.

La population urbaine du Gouvernement de Naldia comptait, en 1964, 51.500 personnes, nous avons déjà remarqué qu'elle augmentait très lentement entre 1956 et 1964 (750 personnes par an).

Après 1964 et probablement jusqu'en 1970 la croissance urbaine ne semble pas avoir pris une ampleur appréciable d'abord parce qu'aucune action importante n'a été réalisée dans les villes du Gouvernement ensuite parce que la population rurale a fortement augmenté et enfin, comme nous le verrons plus tard, les départs à l'étranger concernaient essentiellement les urbains.

Il est vrai que la création de certains équipements socio-éducatifs notamment les lycées et administratifs ait pu attirer quelques réfugiés vers les villes mais ce courant n'avait ni pouvoir, au maximum pas, compenser le courant en sens inverse. Et bien que le taux de croissance de la population urbaine en 1970 ne soit pas déprimant (par ce qu'est le taux de croissance nationale, la population urbaine en 1970 aurait compté alors 56.500).

Depuis 1971 les préférences gouvernementales à la décentralisation rurale devrait correspondre une croissance urbaine confirmée par l'analyse de la population vivant dans les ceintures des villes et sur laquelle nous disposons de données sérieuses.

Nous avons signalé que les agents de la Santé ne recrutaient pas l'intérieur des villes et trouvaient ce qu'ils appelaient les centres des villes - ou villages - ne sont pas typés. Au contraire la croissance urbaine se manifeste précisément dans les ceintures surtout dans une ville comme Naldia dont l'intérieur médian et centre ville n'est susceptible d'aucune extension.

l'arrêlé en prison, les agents de la sûreté recourent de moins en moins de population dans les environs des villes ce qui aboutit à l'extension de colonies.

La répartition des populations vivait dans ces conditions à l'époque
n. del

Subpopulation	1971	1974	Difference
White	17,102	11,700	- 5,402
Black	1,500	4,300	+ 3,800
Hispanic	50,900	7,000	- 43,900
Chinese	4,300	4,400	+ 100
Total	73,802	27,400	- 46,402

La diminution est de 20 %. Ce ne sont territorial des agents de la sécurité et le service de la police (exemple Kiboko est de 19 ans 1971). Cette portion de 20 % de la sécurité des colonies est reconnue en 1971 alors qu'elle était en 1971 est celle qui est la plus grande du monde mais dans la plus petite ville africaine. On considère, pour de 20 % de la population reconnue en 1971, peut être 20 % ou plus, de la base de 20 % seulement la commune la commune à la même base territoriale. La population des communes des villes s'est élevée de 2.92 personnes entre 71 et 74 (1) soit 3,4 % par an.

On October 1, 1967, the following information was received from the
Bureau of the Census, Washington, D. C. regarding the number of
persons in the United States who are aged 65 and over:

deux enfants naissent de 4,00 par an contre deux enfants de remplacement de la population urbaine de 1974 à 1976.

En 1976, la population urbaine de 1974 atteint de 40.000 et la population rurale :

$$140.000 - 40.000 = 100.000$$

Contre l'augmentation annuelle des de 2.000 pour la population rurale (contre 2.000 et 2.000 pour la population urbaine 1974 à 1976) soit au total 5.000 ou 5.000 la population de l'ensemble de l'ensemble de 1976, 110.000 personnes.

Comment se répartit cette population urbaine sur les 4 villages ?

Pour El-Der, nous savons qu'en 1970, la population y était de 10.000, croissante par une année de la même. En 1976 elle doit compter 12.000.

Pour El-Der, si nous savons constaté que la population croît chaque année de 1970, la population après 1970 ne peut pas s'élever toute année de 12.000 en 1976 elle doit passer à 14.000 en 1976. En la même période nous pour El-Der la population passe de 4.000 en 1970 à 10.000 en 1976.

Nous savons par ailleurs, la population doit être en 1976 de 27.000.

POPULATION URBAIN

Localité	1970	1976	Population Urbaine	Population Rurale
Nakla	10.000	12.000	5.000	20.000
El-Der	4.000	10.000	10.000	20.000
El-Der	4.000	10.000	10.000	20.000
El-Der	4.000	10.000	10.000	20.000
Total	22.000	42.000	25.000	140.000

Après les années dans la population urbaine de Madrid. D'après le recensement de la Santé elle compte en 1974, 4.000 personnes.

La population de cette commune (Département d'Alcalá) a été comprise parmi la population rurale alors que celle de son secteur (Département El Pardo et Vallidablanca) (Département Madrid).

De tous autres, toujours d'après le recensement de la Santé, en 1974

San Sebastián	4.000
San Martín	1.000
Vallidablanca	800

Par ailleurs, le village de San Sebastián compte 100. Chaque 10 00 dont les 2-3 sont dispersés autour du village et forment une 500 personnes.

1.3. ÉVOLUTION DE LA POPULATION

L'analyse de passé récent a montré que la population rurale, après une forte croissance de 1960 à 1970, commence une phase de ralentissement qui marque le début du processus d'exode rural. Cependant, les années 60-70 ont été difficiles de prévoir l'évolution de cette population tendance à 1,2 % par an d'autant plus que les années de fortes années ont de plus en plus réduites en nombre rural et qui devraient avoir un maximum de population sur place.

Il est cependant vrai que les années d'après d'effets variables que dans quelques années on a commencé à voir les effets négatifs et préjudiciables sur la structure des villes de plus que d'ailleurs.

1964-1971 on voit une certaine forte réduction de l'importance de la population rurale.

1. La population de la commune 1974 (après 1971) était de 50 personnes soit 1,2 % par an.

2) une légère augmentation après 1977 jusqu'en 1981 soit 2,0 %
c'est à dire maintien du droit naturel.

Sur cette base la population rurale évoluera ainsi : y compris
la population des villages de moins de 2000 habitants:

1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
237.200	239.300	241.400	243.500	245.600	248.300	252.300	255.300

La population urbaine : y compris celle de Sido Alicouane et Bou
Merdes) a : marqué une nette reprise après 1971 portant sa croisse-
sance à 0,2 % par an. Nous avons estimé que ce taux est minimum.
Aussi nos hypothèses de croissance sont :

1) 0,2 % par an de 1975 à 1977

2) 0,0 % par an de 1978 à 1981

Ce qui donne pour cette population urbaine

1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
69.300	71.300	73.200	75.200	80.900	82.700	86.600	88.600

La répartition de cette population sur les villes se caractérise par
jusqu'en 1977, après quoi elle sera à l'avantage de Fatick et El Jép
au détriment de Kikisad et Chamba dont la croissance ne sera pas
aussi rapide que celle de Fatick (chef lieu de Gouvernement et El
Jép la même année dans le Gouvernement).

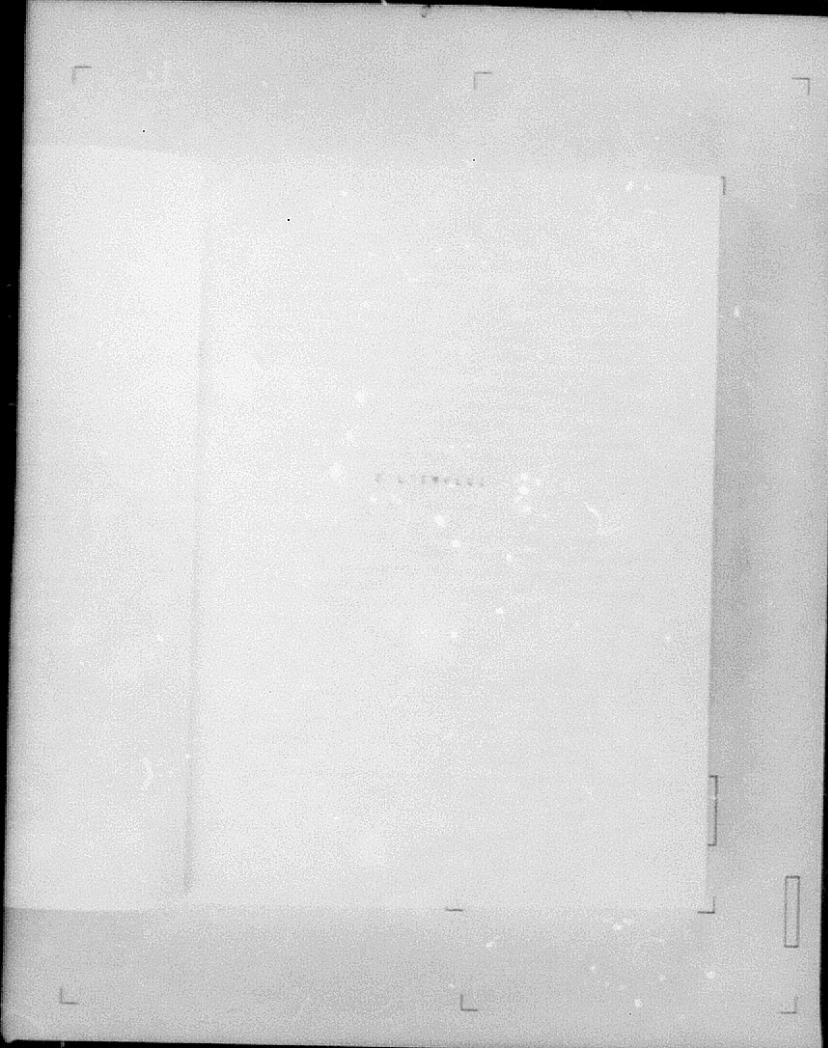
REPARTITION DE LA POPULATION URBAINE

Villes	1974	Répartition en 1977		Répartition en 1981	
		%	nombre	%	nombre
Nantes et St-Jovin	37.000	39 %	30.500	41 %	35.800
S. Jovif	14.200	20 %	11.500	18 %	15.100
St-Jov	12.000	17,04	11.700	19 %	16.800
Châtillon	10.000	13,6 %	11.700	14 %	12.600
S. Allouart	4.000	5,5 %	4.300	5 %	4.500
Stu. Hordès	2.100	2,8 %	2.400	3 %	2.700
	89.800	100 %	78.100	100 %	89.600

Il faut noter que nous ne faisons aucune hypothèse sur l'évolution de la population des villages de Soudan et Châtillon. Il est probable qu'elle dépassera 1.000 en 1981 dans chaque localité et il faudrait alors l'ajouter à la population des autres villes.

La population rurale évolue ainsi de 1974 à 1981.

Département	1974		1981		1981	
	Urbanité	Rurale	Urbanité	Rurale	Urbanité	Rurale
Mali	27,000	5,200	32,300	5,600	36,400	59,400
B. Faso	19,000	32,000	19,000	34,400	34,800	26,500
B. Faso	14,100	27,400	16,100	27,000	19,100	19,000
Soudan	34,000	34,000	39,400	36,400	39,400	39,400
Chad	30,500	20,500	32,900	32,900	32,900	32,900
Chad	10,500	11,700	11,700	27,000	12,600	23,100
Total	108,000	137,100	136,200	132,300	132,300	132,300
Grandes villes						
Grandes villes			1,10	1,10	1,10	1,10



2. L'EMPLOI

Le caractère saisonnier dominant de l'emploi dans le Gouvernorat ne permet pas une mesure exacte de la force de travail disponible ni de la façon dont elle est utilisée. En effet 75 % des personnes qui travaillent occupent des emplois saisonniers ce leur permettant de travailler que 153 jours par an en moyenne. Elles fournissent 60 % des journées de travail réellement effectuées dans le Gouvernorat. Les cas d'une double occupation annuelle sont fréquents (pêche et agriculture notamment). Cette remarque ne vaut pas seulement pour la difficulté méthodologique d'approcher le problème de l'emploi et de sous-emploi mais aussi et surtout pour la recherche de solutions appropriées au problème lui-même. Nous y reviendrons.

2.1. STRUCTURE PAR AGE DE LA POPULATION

A défaut de renseignements récents sur la structure par âge de la population actuelle du Gouvernorat, nous reprenons celle qui caractérisait l'ancien Gouvernorat de Haoussa en 1966 que nous comparons à la population du Gouvernorat de Naldia. Il est très vraisemblable qu'elle soit encore valable.

STRUCTURE PAR AGE

	%	Population 1974	Population 1961
0 - 9 ans	20 %	41.300	49.000
10 - 14 ans	16 %	32.700	38.700
15 - 45 ans	49 %	101.400	130.000
+ 45 ans	15 %	30.300	32.300
Total	100 %	206.700	244.000

Par ailleurs, ils se répartissent par sexe de la façon suivante :

POPULATION 1974

	H	FEMMINILI	H	FEMMINILI	TOTAL
0 - 5 ans	51 %	21.000	49 %	20.000	41.000
6 - 14 ans	55 %	27.400	45 %	20.000	47.400
15 - 65 ans	48 %	46.800	52 %	54.800	101.600
+ 65 ans	83 %	8.400	17 %	5.900	14.300
TOTAL	49 %	104.600	51 %	107.200	211.800

La population d'âge actif compte 101.600 en 1974 et 107.200 en 1981.
Plus de la moitié sont de sexe féminin (54.800 en 1974 et 54.000 en 1981).
Ils ont subi les conséquences des dépenses pour la création pour les zones
rurales.

7.000 femmes et enfants âgés de 0 à 10 ans

1.000 jeunes sans les dépenses

et 1.800 invalides

10.600

Par ailleurs, les zones en zone de construction, qui restent au type
sans être nombreuses. Elles constituent 80 % de tous les zones
de 15 à 16 ans, ainsi l'hygiène de 4 à 5 ans. Si ces zones que
sont typiques et non pas typiques pour les conséquences de toutes les
le travail démontre dans l'agriculture et surtout dans la transfor-
mation des produits de la pêche qui pratiquement agit le travail
domestique. On adopte cette typologie, sans connaître une zone
par défaut dans le cadre de la population échantillon disponible
pour la pêche. Nous constatons que 20 zones par défaut en com-
posant toutes les zones et personnes comptées à cause du caracté-
riste spécifique de la zone. Les personnes comptées pour l'agriculture
sont tous les zones d'une zone.

La population disponible pour le travail est donc de 47.000
moins 47.000 soit 45 4 de la population ou des d'activités.

- 45.000 habitants de 15 à 65 ans
- 1.000 jeunes garçons sans les troupes
- 10.000 femmes de 15 à 65 ans occupées de diverses
 (20 % du total)
- 1.000 enfants âgés de 0 à 15 ans
- 1.000 invalides

47.000

La population employée est égale à 37.000 à plein temps, c'est
à dire 75 % de la population.
Théoriquement la population à la recherche d'un travail doit être
de 10.000 - 47.000 = 37.000 = 3.000

Or, les besoins d'emploi enregistrés aux bureaux de placement
se situent aux 1.500 par an pour 1.500 sans emplois. Entre les
1.500 demandeurs non satisfaits et les 3.000 qui devraient être
à la recherche d'un travail, il y a un écart de 1.500.

1. Les besoins de placement s'accroissent par suite des besoins
d'emploi, les besoins s'accroissent à l'échelle de 1937 pour atteindre
le taux de couverture des besoins de l'Office, à savoir que le taux
variable pour les besoins se situent aux 1.500 à 2.000, de même
moins que les placements, dans l'insuffisance de l'Office, mais
suffisance et par les entreprises et par les emplois.

2. Les 1.500 de sans emploi sont, soit de 15.000 sans
ni plus sans emplois, certains se trouvent pas à travailler
les déficiences des besoins, en l'absence, sans être, une partie
supérieure de 1937, les besoins de 1937 sont de 1.500 sans
de 15 ans et plus, le total est de 1.500 sans emplois, (sans les
1937, les déficiences sont de 1.500 sans et plus d'être à 2.000 sans
1.500 sans emplois par la population professionnelle et 1.500
sans emplois professionnels.

En considérant les postes de formation comme des postes de travail potentiels sur les 9.500 qui devraient être à la recherche d'un travail, seuls 8.400 devraient être pris en compte.

Supposons qu'en 1984, le recensement a dénombré 1.200 ayant déclaré être sans travail pour la 1ère fois et 2.000 non dénombrés soit 3.200 ayant cessé et déclaré le chômage et le sous-emploi (non compris les sous-emplois des chantiers de lutte contre le sous-développement) : ce chiffre représente 3 % de la population active de l'époque. Les 8.400 actuellement représentés 18% de la population active de 1974 mais certains sont-ils à ressentir le chômage et le sous-emploi et à le déclarer ? Probablement la moitié.

Le problème de l'emploi dans le Gouvernement de Média n'est pas tellement la recherche de 8.500 postes de travail pour 1975, ce qui n'est pas réaliste. Il est plutôt d'une part celui d'assurer un emploi aux déshérités formés et un poste de formation aux déshérités non récupérés et celui de la "saisonnalité" d'autre part. Nous reprendrons le problème de la formation plus loin.

D'après les estimations du Bureau régional de l'emploi, il y a eu 1.200 récupérations dans la formation professionnelle en 1974 et il y aurait 1.000 en 1975. C'est autant d'emplois à créer en 1975 sous saisonniers. Cela représente une croissance annuelle de 6,5 % capable de répondre aux besoins nouveaux qui vont croître, car la population au taux de 13 % par an et de rattrapper graduellement le retard. Cela n'est pas déraisonnable. Ce qui est difficile, c'est de réduire le caractère saisonnier de l'emploi. Car il s'agit, non, de la structure même de l'activité économique du Gouvernement.

En effet, la structure de la population active employée par branches a évolué entre 1966 et 1974.

STRUCTURE DE LA MAIN D'OEUVRE ACTIVE PAR BRANCHE

Tunisie 46	Branches	Evolution, Millions			
		1966		1974	
		%	Nombre	%	Nombre
49,0	Agriculture	66,5 %	21.500	59,0	22.000
	Pêche			8,7	3.230
2,5	Ind. extractive	1,5	500	0,5	200
11,2	Ind. manufact.	5,0 %	1.600	4,8	1.800
	Artisanat organisé			1,3	500
9,0	Commerce, banques et assurances	5,2	1.700	5,2	1.930
6,4	Habitat et T.P.	5,2	1.700	3,2	1.200
4,2	Transport	1,6 %	600	1,3	500
18,7	Hôtellerie			1,6	550
	Petits métiers	14,8	4.800	9,4	3.500
	Administration			5,0	1.800
100,0		100 %	32.300	100 %	37.300

La structure est, à peu près, stable. L'agriculture et la pêche, activités saisonnières par excellence, occupent les 2/3 de l'emploi et se renforcent légèrement entre 1966 et 1974 (Tunisie 49 %). L'industrie manufacturière, activité saisonnière (5 % en 1966), gagne 1 point en 1974 (Tunisie 11,2 %). Les services et l'administration, malgré le gain de 14 entre 1966 et 1974 restent faiblement représentés (16 % en 1974 alors qu'en Tunisie ils occupent 18,7 % en 1966).

Le secteur agricole se maintient et se renforce sécr.
Autour s'inspire des objectifs dans ce sens :)

Il n'est pas impossible d'orienter l'activité économique du pays
vers le type de type de structure actuelle vers celle
de la Tunisie de 1960. Ces objectifs se seraient probablement pas at-
teints en 1960 ou.

1° Il faudrait réduire l'emploi agricole et dans la pêche de 15 %
tout en maintenant le nombre de journées de travail. Cela est en-
visageable avec les cultures irriguées et l'intensification de
l'exploitation agricole.

2° Accroître l'emploi dans l'industrie de façon à ce qu'il re-
présente 11 % du total de l'emploi. Seule une augmentation de la
capacité de conservation et de transformation des produits agricoles
et de la pêche peut y contribuer.

3° Augmenter les emplois dans les services. Cela devrait se faire
grâce à la création de nouveaux Gouvernements et à l'équipement des
villes. Si ces objectifs devaient être atteints en 1961 on aurait
alors la répartition suivante de la population active employée
dans la stricte hypothèse que celle-ci continue à représenter 46 %
de la population de 15 à 65 ans (comme en 1954) : 30 % reste
sans emploi ou sous-employée : 10 % en 1974 (voir tableau p. suivante).

Cette population active disponible serait alors de 55.000 après
5.000 sans travail et sous-employée (avec les mêmes réserves for-
mées pour tous).

La population active employée atteint 36 000 individus actifs
et se répartit ainsi :

DISTRIBUTION DE LA POPULATION ACTIVE EMPLOYÉE EN 1960

SECTEUR	%	CHIFFRE
Agriculture et Pêche	29,2 %	10 500
Industrie extractive	2,3 %	800
Industrie manufacturière et artisanat	19,2 %	6 900
Commerce, Banque et Assurances	10,5 %	3 800
Médecine et T.P.	5,4 %	1 900
Transport	4,2 %	1 500
Services, hôtellerie et administration	28,7 %	10 500
TOTAL	100 %	36 000

Cette répartition par

- une administration de 750 emplois dans l'agriculture et la pêche
- une augmentation de 1 000 dans l'industrie extractive
- une augmentation de 500 dans l'industrie manufacturière
- une augmentation de 1 000 dans le commerce
- une augmentation de 1 000 dans la médecine
- une augmentation de 1 000 dans le transport
- une augmentation de 1 400 dans les services et l'administration

soit 22 000

Le déficit de l'agriculture et la pêche pèse sur 10 500 individus à l'emploi
et sur la somme totale des 36 000 dans l'industrie manufacturière
et 10 dans les services et l'administration.

EQUIPEMENTE SOCIOEDUCATIVO

Dans les villages et dans les villages de moins de 1000 habitants pour une population de 10 000 habitants, les écoles pour 2 000 habitants. Le taux de déserte de la population est donc important : mais il faut remarquer d'abord qu'une école contient en moyenne 1 classe pour le Gouvernement et 10 pour l'école et que la déserte correspond à un rayon moyen de 4 km, alors que dans le reste du Gouvernement, les écoles ont un rayon de déserte de 1 km. La déserte de la population est donc la cause principale de faible taux de scolarisation dans la partie Ouest du Gouvernement surtout pour les filles.

Il ne s'agit donc pas essentiellement d'un problème d'équipement scolaire. Le mode de vie, le type d'habitat, la structure sociale et en fait, tout contribue à maintenir une faible scolarisation dans les zones rurales. Mais sans attendre que les structures changent d'elles-mêmes, il faut commencer à mettre en place toutes les actions conjuguées et complémentaires pour aider une évolution difficile et forcer le renforcement de l'équipement scolaire est une de ces actions.

OBJECTIFS DE SCOLARISATION

La scolarisation dans le primaire en Tunisie, a connu une période de coopération internationale entre 1960 et 1965. Elle n'est revenue après en particulier pour porter l'effort sur la scolarisation secondaire. Entre temps beaucoup de jeunes sont arrivés à l'âge scolaire et les équipements n'étaient pas à la mesure de cette poussée. Il apparaît maintenant nécessaire de relancer l'effort dans le primaire.

Ainsi l'objectif d'atteindre un taux global de scolarisation de 70 % en 1980 pour le Gouvernement de Mendis n'est pas réaliste. Il est même raisonnablement attendu parce qu'il ne dépasse pas le taux national.

L'effectif scolaire devrait être alors de 46.000, soit une augmentation annuelle de 2.000 sur 2.000 en moyenne qui atteindront chaque année l'âge de 6 ans. Il leur faudrait 50 salles de classes nouvelles (sans réserve d'urgence plus rationnellement les salles existantes) et le personnel correspondant. Le programme du conseil de gouvernement prévoit 17 salles pour 1975.

Mais vu le retard de la scolarisation des filles il serait souhaitable de favoriser par tous les moyens leur scolarisation en se fixant comme objectif la rentrée de 1.400 filles supplémentaires par an et 800 garçons. Cela donnerait pour 1981 les effectifs et les taux de scolarisation suivants :

Garçons : $22.500 + 8.500 = 31.000$
 Taux de scolarisation : $\frac{26.700}{31.000} = 86 \%$
 11.400

Pour à dire maintien du taux actuel
 Filles : $9.500 + 4.500 = 14.000$
 Taux de scolarisation : $\frac{17.500}{14.000} = 125 \%$
 12.800

soit de 24 écoles.

Au total il y aurait 55.000 enfants dans le primaire.

Cet effort pour la scolarisation des filles devra être distribué sur les obligations proportionnellement à leur retard. Le taux de scolarisation des filles avant le 51 4.1 l'échelle nationale on voit que le retard de :

Koussako	= 51 - 13 = 38 ou 33 %
Thoubacew	= 51 - 14 = 37 ou 32 %
El Dhef	= 51 - 17 = 34 ou 26 %
K. Essaf	= 51 - 18 = 33 ou 24 %
Medina	= 51 - 42 = 9 ou 5 %
Thoubat	= 51 - 51 = 0
	116 100 %

A titre indicatif, les délégations de Souassi et Chikla devraient faire augmenter le nombre de filles scolarisées des 2/3 de l'effectif supplémentaire du Gouvernement soit 3.200 en 7 ans ou 470 par an et programmer la construction d'ici à 1981 de 82 classes nouvelles.

2.2. L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

L'enseignement secondaire n'existait pratiquement pas en 1956. A peine une centaine d'élèves dans le Collège secondaire professionnelle mixte de Nardja. Le Collège technique est créé en 1957. Il faut attendre 1969 pour voir apparaître des Collèges à K.Essaaf, El Sam et Chaïba. Le nombre d'élèves est passé de 100 en 1956 à 3.500 en 1969, 5.500 en 1970. Depuis cette date s'annonce une légère baisse due probablement au fléchissement dans l'enseignement primaire.

La place de l'enseignement professionnelle est encore modeste (12,5 % du total des effectifs en 1974).

Dans ce Gouvernement retardataire, les objectifs en matière de scolarisation dans le secondaire, pourraient être alignés sur les normes nationales au moins.

Or à l'échelle nationale le ratio Elèves Sec./Elèves Prim. est environ de 20 % alors que dans le Gouvernement de Nardja il est de 16,5 %. On pourrait se fixer comme objectif modeste de faire tendre ce ratio de 16,5 à 28 %. Cela correspondrait à un effectif scolarisé dans le secondaire de 8.000 alors qu'il est actuellement de 5.000. Cela correspondrait à une augmentation annuelle de 400.

Cet objectif est effectivement modeste parce que depuis 1969, malgré la baisse sensible des années 1970 à 1973 l'accroissement annuel est de cet ordre c'est à dire de 8 % par an.

REPORT FOR 1974

	Primary source: Recipients				Employment: Government				Support			
	Q	F	M	A	Q	F	M	A	Q	F	M	A
Wash.	1	2,062	7,017	1,231	61	2,154						
P. Dine	5,215	2,139	7,956	325	126	451						47
El. Inv.	1,166	1,521	5,208	182	95	427						51,2
Research	1,131	266	4,117	225	15	270						8,1
Chickadee	2,692	195	3,662	-	-	-						0
Chickadee	2,711	1,741	4,258	125	140	465						41
Total	21,552	9,466	31,936	4,008	1,155	3,187			18	13,7		52,4

Cette loi tend à donner aux "associations reconnues d'utilité publique" des avantages fiscaux et sociaux et à leur donner un statut juridique précis. Elle leur permet de recevoir des dons et legs, de constituer des réserves, de bénéficier de la déduction fiscale des contributions, etc.

Elle leur donne également le droit de constituer des comités de surveillance et de gestion, de constituer des conseils d'administration, etc. Elle leur permet de constituer des réserves, de bénéficier de la déduction fiscale des contributions, etc.

Cette loi a été votée par l'Assemblée nationale le 15 mai 1900. Elle a été promulguée le 20 mai 1900.

CHAPITRE II. - LA FISCALITE DES ASSOCIATIONS

La loi du 15 mai 1900 a donné aux associations reconnues d'utilité publique un statut juridique précis. Elle leur permet de recevoir des dons et legs, de constituer des réserves, de bénéficier de la déduction fiscale des contributions, etc. Elle leur donne également le droit de constituer des comités de surveillance et de gestion, de constituer des conseils d'administration, etc. Elle leur permet de constituer des réserves, de bénéficier de la déduction fiscale des contributions, etc.

Cette loi a été votée par l'Assemblée nationale le 15 mai 1900. Elle a été promulguée le 20 mai 1900.

Dans le Gouvernement de l'Indonésie, la formation a fait un bond remarquable : la capacité est passée, en effectif, de 105 en 1970 à 800 en 1974 et le volume de 185 à 1 740 grâce à la contribution de nombreuses universités des programmes de développement rural.

Le secteur agricole a connu avec 10,4 de la capacité totale, après la conversion et le bâtiment.

Les délégations de mandats et l'ETI ont vu les services capter de la formation des 1/3 de 1970. Cependant, les 1/3 de la capacité de formation du Gouvernement ainsi que la population ne représente que la terre, Sumatra et Celebes qui ont vu la terre de la population ne dispose que de 100 postes de formation (1,4 %).

Il est intéressant de comparer la structure de la capacité de formation avec celle de la population active.

Structure d'activité	Capacité de formation 1974		Population active en 1974	
	Postes	%	Postes	%
Agriculture	170	1,8	11 000	19,0 %
Industrie	125	1,3	1 100	8,7 %
Industrie extractive	-	-	400	0,3
Industrie manufacturière	95	0,4	1 400	4,8
Commerce	100	1,1	100	0,1
Commerce, tourisme	-	-	1 000	0,1
Services et S.P.	100	1,1	100	0,1
Transport	40	0,4	100	0,1
Services et éducation	-	-	100	0,1
Services médicaux	100	1,1	1 100	0,4
Administration	-	-	1 000	0,1
Total	1 000	100,0	1 000	100,0

Source : Gouvernement de l'Indonésie.

1. Comparaison de la structure de la capacité de formation et de la population active.

Nous observerons que l'agriculture qui représente 23 % de l'emploi n'est pas représentée dans la formation que par 3,2 % de la capacité totale alors que le bâtiment est surreprésenté (12,2 % de l'emploi) et le commerce (13,4 % de la formation). Pour la pêche, l'agriculture est sous-représentée dans qu'elle mérite d'être redressée.

En ce qui concerne, un risque de chômage que dans le secteur industriel, la capacité de formation correspond au poids du secteur. En somme, il n'y en est rien parce que la formation touche la main-d'œuvre et le chômage alors l'emploi mesure la transformation des produits agricoles et de pêche. Là il y a tout à faire.

Plus des 2/3 de la formation est consacrée aux petits métiers et à l'artisanat qui représentent 11 % de la main-d'œuvre. Probablement le double de l'emploi compte des femmes qui travaillent à domicile. Sans que la production soit un peu élevée, il est visible que cette formation soit dominante parce que, en fait, elle touche à tous les secteurs de la vie économique.

Cette composition nous amène à proposer des objectifs sectoriels de la formation.

- 1) Renforcer la formation agricole et dans la pêche surtout la jeunesse des zones.
- 2) Créer des centres de formation pour l'industrie métallurgique surtout dans la zone Rhône-Alpes et en outre dans ce type de formation.
- 3) Maintenir la formation artisanale et le transfert à une niveau élevé.

Ces objectifs doivent être confrontés avec les objectifs quantitatifs liés à la demande de formation.

On voit ainsi que la formation de l'homme est une tâche

LEWIS, J. H. - THE JOURNAL OF THE ENTOMOLOGICAL SOCIETY OF AMERICA, VOL. 42, NO. 1, 1949, P. 1-10. - THE JOURNAL OF THE ENTOMOLOGICAL SOCIETY OF AMERICA.

[illegible]

La mise des décharges à la fin de 1975 a été de 2 200 tonnes, soit 600 tonnes de plus qu'en 1974. Le nombre de décharges a été de 1 000, soit 200 de plus qu'en 1974. Le nombre de décharges a été de 1 000, soit 200 de plus qu'en 1974. Le nombre de décharges a été de 1 000, soit 200 de plus qu'en 1974.

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED
DATE 08-09-2001 BY SP-6 BJS/BJS

En la noche de la semana 5, el ave se encontraba en la celda de escape
dentro de la cámara de incubación de los huevos pero no se encontraba en
condición para la incubación y se le suministró agua de la jeringa
para mantenerlo vivo. Después de suministrarle los tres o cuatro huevos de
incubación que había en la cámara de la semana 11, una semana más
de tiempo de incubación de los tres huevos, el ave estaba en la
cámara de incubación de los tres huevos y estaba en la cámara de la
semana 12, pero no estaba en la cámara de la semana 13 y no
se le suministró agua de la jeringa (10 de 1976).

On 12/12/68, the following information was received from the
New York City Police Department, New York City, New York, dated
12/12/68, regarding the above captioned matter:

La solution idéale serait, évidemment, de rendre la collecte obligatoire jusqu'à 25 ans inclus. Mais en attendant que les conditions soient réunies pour prendre cette décision nationale, il conviendrait de reprendre l'idée de précollecte pour les détaillants agricoles et se limiter à la réalisation des organismes régionaux (Gouvernement, Comité de coordination, organismes de zones...) de fonction des besoins réels (seaux, par exemple, pour le développement de l'écoulement et des petits travaux agricoles dans les zones rurales, distribution et réparation de filets de pêche pour la zone côtière).

Pour revenir aux zones de 17 ans et plus, leur besoin en nutrition en 1975 se chiffre à 1.780 dont 1.430 seront satisfaits. Si le système des détaillants agricoles tel qu'il est aujourd'hui il y aurait 350 besoins non satisfaits par an. On pourrait dire qu'en 1976 il faudra créer 880 postes de nutrition supplémentaires et 500 pour les années ultérieures.

Dans le cadre de cette hypothèse il faudra créer de 1976 à 1981, 3.160 emplois à 1.000 postes minimum. Il serait alors souhaitable qu'ils se répartissent ainsi. Les effectifs sectoriels suivants plus haut, nous à titre indicatif.

- Agriculture	20 %	630
- Pêche	10 %	310
- Industries rurales		
- Industrie agro-alim.	5 %	150
- Artisanat	25 %	770
- Commerce	30 %	940
- Autres secteurs	10 %	310
	100 %	3.160

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific information required.

Les personnes à contacter en cas de cas de maladies ou de
surveillance des symptômes doivent être le personnel de la personne
en question.

1. The first section of the act is devoted to the question of forest management.

La dévotion envers l'empereur est toujours une dévotion au principe de l'ordre, dans la mesure où l'empereur est le garant de l'ordre et de la justice. C'est pourquoi la dévotion envers l'empereur est une dévotion à la justice et à l'ordre.

and qualifications professionally or personally in their interest or interest of others, or otherwise.

UNION OF WORKERS WITH THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA, IN
CONNECTION WITH THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA, IN
CONNECTION WITH THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA, IN

[illegible]

À la fin des années 1970, les

[illegible]

• FURTHER INVESTIGATIONS ARE REQUIRED

Document non communiqué directement par l'Office de l'Export et
le Gouvernement.

considering the following words and expressions in context:

1. L'impact de ces surcoûts sur le budget de l'Etat.

3.4 - LA SANTE

L'équipement sanitaire actuel comprend :

- 5 hôpitaux avec 273 lits, 16 médecins et 113 personnel médical
- 3 PMI avec 13 personnel médical
- 13 dispensaires avec 42 personnel médicaux
- 8 salles de soins avec 8 personnel médical

En 1986, il n'y avait que 80 lits, 3 médecins et 7 dispensaires. Sur un personnel médical de 45, 25 ne travaillent à Mahila.

La progression est donc très importante. Malgré cela, le niveau atteint par l'équipement sanitaire dans le Gouvernement de Mahila n'est pas suffisant : il est encore en deçà de la moyenne nationale.

En effet, le Gouvernement de Mahila compte 13,6 lits pour 10.000 habitants et 8 médecins pour 100.000 habitants (ou 1 médecin pour 12.500) alors qu'à l'échelle nationale ces nombres sont respectivement de 24 lits pour 10.000 habitants et 13 médecins pour 10.000 habitants (ou 1 médecin pour 8.000 habitants environ).

Au niveau des dispensaires, le Gouvernement dispose de 1 dispensaire pour 16.000 habitants alors que l'idéal serait d'en avoir 1 par 5.000. La population rurale ne dispose que de 5 dispensaires ruraux et 7 salles de soins ce qui donne 1 dispensaire pour 20.000 habitants et un rayon de desserte moyen de l'ordre de 14 km (8.000 ind.).

La délégation de Chertane est, de loin, la moins équipée. Les objectifs en 1981 en matière d'équipement sanitaire pourraient être le rattrapage du retard par rapport aux normes nationales prévues. On devrait atteindre en 1981 le ratio de 24 lits par 10.000 habitants ce qui exige compte tenu de la croissance de la population, la création de 310 lits supplémentaires. Or l'hôpital

	Matrile	N. Bénéf	21. Juv	22. Adult	Cherche	Châlin	Total
Spécificité Nive d'inspiration Chercheur (père)	1	1	1	1		1	1
Indice de 1116	146	20	30	30			
Nive de réflexion	12	1	1	1		21	23
Nive pour adultes	58	16	1	18		1	16
						12	117
Indice adulte	4	1	1		2		3
Programme adulte	11	8	1	2	13	1	42
P. H. 2	1	1	1	1		1	3
Programme adulte	1	1	1	1		1	3
Indice de 1116	1	1	1	1		1	3
Programme adulte	1	1	1	1		1	3

réaliser qui sera consacré à Malidia avant 1981, mais cette dépense, bien qu'il ne réponde pas au problème de la répartition géographique des lits, les habitants de l'Estuaire ne traversaient pas facilement de visiter à Malidia ; nous envisagerions d'envisager la création d'un hôpital à Cayenne.

Le nombre de médecins devrait correspondre à nos objectifs d'équipement. Le nombre national actuel étant de 11 médecins pour 100 000 habitants il faudrait envisager le recrutement d'environ 1981 de 15 personnes médecins et tout le personnel médical qui leur sera rattaché.

Sur le plan des dispensaires, les 4 qui seront achevés en 1975 dans le programme d'assistance sociale porteront le total à 15 et ne réduisent pas le nombre de consultations en 1981. Au contraire, ils seront 11 000 pour 1 dispensaire. Aussi il faudrait proposer la création de 4 autres pour atteindre le nombre objectif de 1 dispensaire pour 20 000 habitants en 1981.

Le problème de l'équipement des dispensaires reste entier. Or il est préférable d'avoir 1 dispensaire bien équipé que 5 mal ou non équipés. Cet effort relève de la compétence du Ministère de la Santé Publique.

Les services d'hygiène et de médecine préventive, font un effort nécessaire pour prévenir et traiter toutes les maladies qui se présentent à la région. Le département s'occupe de la prévention des maladies des actions épidémiologiques de la médecine préventive avec beaucoup de persévérance mais sans grands moyens. Le département offre pourtant des types de maladies significatives de maladies d'hygiène et de maladies épidémiologiques. La médecine et l'hygiène préventive, plus de la moitié des cas déclarés, la première touche la tranche d'âge 15-45 ans et la deuxième, les moins de 10 ans.

Les maladies de nos développements devraient et pourraient être définitivement évitées.

La médecine sociale, bien qu'importante, est encore en deca de nos besoins. Son développement est déjà une préoccupation majeure.

2.3. HABITAT ET CONDITIONS DE VIE

L'habitat est un des problèmes sensibles de notre Gouvernement. L'habitat urbain doit être organisé dans le cadre de l'aménagement des villes. Les demandes de constructions sont nombreuses et pressantes mais nous veillons à ce qu'elles soient satisfaites dans un cadre cohérent. Sensibles à la légitimité de ces demandes, nous le sommes aussi à la nécessité de maîtriser la croissance de nos villes, et d'éviter tout ce qui pourrait compromettre leur développement harmonieux.

Le plan d'aménagement de Média est en cours de réalisation. Les premiers éléments ont montré que notre ancien plan a été largement respecté.

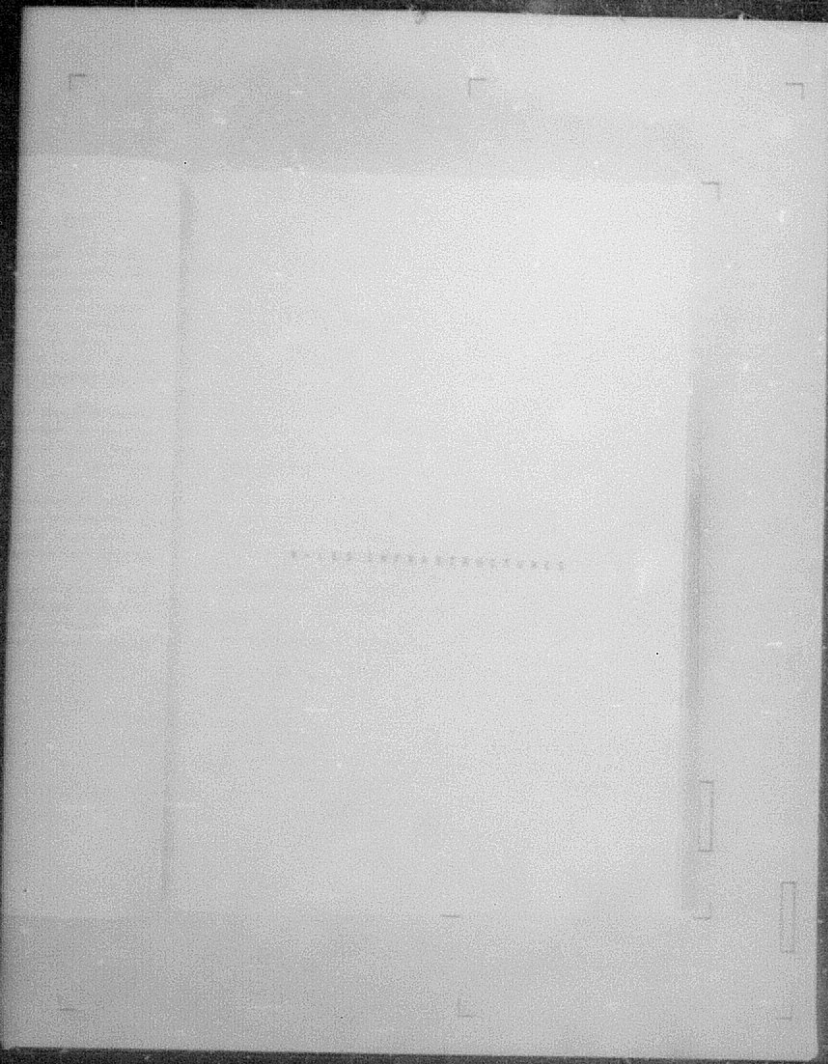
La faible croissance de la ville n'a pas empêché, heureusement, de fortes pressions mais, comme nous attendrions à une forte croissance dans les années à venir, nous pensons pouvoir juguler la pression qui en résultera grâce au cadre de référence qui sera élaboré. D'ores et déjà les actions engagées : construction de 6 immeubles, du complexe sportif, de l'hôpital régional et de nouveaux locaux pour les services techniques et administratifs régionaux, coïncident avec l'organisation urbaine souhaitable de la ville. Un problème cependant reste non résolu. C'est celui de l'assainissement. Aucune des villes du Gouvernement, à commencer par la capitale, n'est dotée d'un système d'évacuation des eaux pluviales ou usées adéquat. Les ordures ménagères sont déversées actuellement dans les abords des villes. Nous espérons que la création de l'office de l'assainissement nous permettra de résoudre ce problème urgent, en collaboration avec les collectivités locales.

Les projets d'électrification dans les villages et à la campagne sont
gérés par le Service d'Électrification du Gouvernement de 1944 à 1949. À
20% en 1944, les réalisations de l'électrification ont été réduites par le
renforcement des villages du Centre-Sud et du Centre du Centre-Sud et
ont permis de résoudre la problème de l'électrification en
une certaine mesure en 1949. Le nombre de réalisations passées de 1.200
en 1944 à 4.000 en 1949 et principalement 10.000 en 1949. On peut donc
conclure que le taux de électrification de 1% en 1944 à 20% en 1949.

Sur le plan rural, le problème est extrêmement plus ardu, car il
se agit pas seulement de construire mais aussi d'équiper et d'entre-
tenir, des centrales, lignes et ... Le nombre de réalisations ruri-
cales passées de 1.200 en 1944, 100 en 1949 et 200 en 1949. La parti-
cipation du programme de développement rural est de 1.000.000 dollars
de vers l'assistance de la recherche et en particulier la pré-
servation primaire du programme de développement rural est la première
difficile dans notre Gouvernement, caractérisée par une forte dispari-
tité de la production. Sur une population rurale de 100.000 habitants
actuellement il y a que 40.000 qui sont électrifiés, tandis que
les communautés d'autoconsommation se sont de 100 habitants, soit un
peu plus de quatre. Dans ces deux cas, les besoins sont extrême-
ment élevés et passent de 10 à 100 et même de 100 à 1.000. Le
programme d'assistance rurale vise à développer le réseau en progres-
sion pour cette année et à 1949. Le programme rural d'électrifica-
tion avec une participation de 10.000.000 de dollars de la part de la DRC, étant
de 10.000.000 de dollars pour la construction et l'entretien de centrales
publiques et des pour la construction, l'entretien, l'entretien de
centrales d'eau avec une participation de 100.000 dollars.

The following information was obtained from the records of the Department of Social Services, New York City, regarding the activities of the above named individual:

THESE ARE THE RESULTS OF THE INVESTIGATION CONDUCTED BY THE
BUREAU OF INVESTIGATION OF THE DEPARTMENT OF JUSTICE
ON THE SUBJECT OF THE ALLEGED VIOLATION OF THE
ANTITRUST LAWS BY THE UNITED STATES STEEL CORPORATION
AND ITS SUBSIDIARIES.



25299



U.S. AGRICULTURE

2. L'AGRICULTURE

La superficie agricole totale localisée dans le territoire
sancé de Mahdia s'élève à 280,100 Ha.

L'arboriculture en occupe plus de la moitié, les por-
ceaux précèdent le coton et la céréaliculture s'illustre
d'une façon en une autre la suivante:

Arboriculture	140,400 Ha	50,1 %
Porcins	60,000	21,4 %
Céréaliculture	24,000	8,6 %
Marais	2,500	0,9 %
Total et réserves	226,900	81,0 %

3. Le PASTORALISME

La structure est la suivante :

Terres domaniales	7,000 Ha	2,5 %
Terres collectives	120,000 Ha	43,2 %
Terres privées	123,000 Ha	44,3 %
	250,000	89,9 %

La répartition régionale de la production de la zone rizicole

REPARTITION REGIONALE DE LA ZONE

Département	1. Riz	2. Céréales	3. Produits agricoles	4. Autres
Bahia	24,750		75	24,825
Kouassi	47,055		90	47,145
Chadla	18,150		1,000	19,150
El Jem	47,605		995	48,600
Soudan	547	64,585	1,150	66,282
Chadla	525	64,185	2,217	66,927
	147,507	129,770	7,507	284,784

LES TERRES DOMANIALES

Les terres domaniales représentent peu de chose de la superficie agricole totale mais elles sont riches, pour l'essentiel, des en formes coloniales récentes en 1955. Par ailleurs, la contribution de l'Etat pour la mise en valeur des terres coloniales dans le cadre de l'exécution des missions lui échoit droit à une partie de ces terres après la liquidation de l'office, cette part de l'Etat est formée de la liste de petites et de grandes parcelles.

La participation au budget dans les
grandes formes domaniales

1.000 00

Part de l'Etat des terres domaniales
de culture par l'office des
terres

1.000 00

1.000

Les grandes terres domaniales se trouvent pour l'ensemble à Choubabou. Elles sont toutes occupées et toutes sont tabouées à l'exception de la ferme Kassa (déjà sous état) qui est gerbe, ou terre plate, par la coopérative centrale africaine, et la ferme Gargouri exploitée par des techniciens agricoles.

GRANDES TERRES DOMANIALES

Département	Chefferie	Nom de la ferme	Superf. en ha	Cultures	Nbre de parcelles
Burkina	Winkama	Ferme Kaka	25	terre nue	1
Koudougou	Boudou	Boudou	50	"	1
Mouhoun	Sidi Yacoub	Gargouri	179	arboricole	2
		Chimel N.	40	"	"
		Chimel S.	103	terre nue	"
		Sous-total	322		
Mouhoun	Sidi Yacoub	Nyabou	100	arboricole	15
		Salé	20	"	10
		Grasse II	124	"	15
		Grasse III	117	"	10
		Grasse IV	128	"	10
		Grasse V	120	terre nue	"
		Sous-total	589		
Mouhoun	Sidi Yacoub	Grasse VI	104	terre nue	0
		Grasse VII	215	terre nue et arbor.	15
		Sous-total	319		
		Sous-total	951		
Choubabou	Sidi Yacoub	Grasse VIII	1.140		
TOTAL			2.210		

Sur les 221, 100 sont sous culture.

© 2004 Blackwell Publishing Ltd *Journal of Internal Medicine* 255: 225–232

Copyright © 2000 by John Wiley & Sons, Inc.

ON LEAVES CONTAINS A LIST OF THE NAMES OF THE
 AND THE NAMES OF THE NAMES OF THE NAMES OF THE
 AND THE NAMES OF THE NAMES OF THE NAMES OF THE

SUITE EN

F

2



MICROFICHE N°

00101

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية

وزارة الزراعة

المركز القومي

للموثيق الفلاحي

تونس

F 2

C'est aussi un avantage car, il ne suscite pas chez les agriculteurs de craintes de débordement en vue de coopération des terres privées comme cela s'est passé auparavant.

Cet avantage pourrait être mis à profit pour faire de quelques fermes domaniales des centres des *rapporteurs* où les agriculteurs viendraient apprendre les meilleures techniques d'exploitation et de gestion. La ferme Gargouri, exploitée par des techniciens devrait jouer ce rôle pour toute la région intérieure (Souassi, Chorbane et El Jem) ; la ferme Bou Debba à Kasour Essaf pourrait jouer le même rôle pour la région littorale (Mahdia, Kfessaf et Chabba).

1.3. LES TERRES COLLECTIVES

Les terres collectives ne se trouvent qu'à Souassi et Chorbane. Elles totalisent 128,750 ha et sont en voie d'apurement.

Elles se répartissent selon le tableau suivant :

TERRES COLLECTIVES: SUPERFICIE EN HA

Délegation	Collectivités	Terres mises au collectif pour les collectivités ou terres dites Soudaises	Terres mises au collectif pour les collectivités ou terres dites Soudaises	Superficie Totale
Soudan	Soudan Chomakh	5.184	5.501	10.685
	Amara	4.859	1.121	5.980
	El Felle	4.155	1.071	5.226
	El Felle Nord	4.853	430	5.283
	Sidi Abd	4.953	10	4.963
	Sidi Haidom	5.434	334	5.768
	Sidi Saad	5.476	578	6.054
	Kassab	5.279	347	5.626
	Sidi Bishla	5.860	28	5.888
	Bushla Ali	3.745	140	3.885
Chad	Chad	57.689	6.576	64.265
	Chad	10.062	2.495	12.557
	Chad	9.265	2.495	11.760
	Chad	5.594	2.495	8.089
	Chad	10.566	2.495	13.061
	Chad	5.246	175	5.421
TOTAL		57.689	6.576	64.265
		115.024	13.726	128.750

Il y a la même superficie, à Souassi et à Chorbane qui par ailleurs, sont aussi peuplées l'une que l'autre. Cependant les terres collectives de Souassi appartenant à toutes les collectivités de la délégation avec une concentration chez l'indigène Hassani, alors qu'à Chorbane la concentration est beaucoup moins forte.

Il faut remarquer que l'ex officio des Hassani a mis en valeur autant de superficie dans l'une que dans l'autre délégation.

La consistance des terres collectives est essentiellement des terres plantées et nues. Les parcours ne représentent que 7,5 % de la superficie totale. Mais une grande partie des terres nues qui représentent 43 % de la superficie totale sont des terres de parcours plus ou moins embouées annuellement. Il est bon de les délimiter d'une façon précise en vue de leur amélioration et afin d'éviter qu'elles continuent à être utilisées pour une céréaliculture peu rentable et surtout susceptible de les user inutilement.

La consistance des terres collectives de Souassi et Chorbane est détaillée dans le tableau suivant :

TABLE COLLECTIVES

Indigènes	Collectivités	Personnes par 1000 habitants	Plantations par 1000 habitants	Terres mises	Personnes	Total
Soudan	Quint Chamakh	2504	3.069	2.459	2.456	10.545
	Sauva	1215	1.033	3.043	260	5.255
	Alkette	1970	4.222	2.363	-	5.254
	Chimette	440	4.047	2.236	-	5.233
	Chimette Sud	16	4.560	3.453	-	4.063
	O. Boulaton	334	2.314	2.002	-	5.766
	Sidi Zid	578	4.534	2.052	660	6.754
	Narcour	347	2.550	2.130	-	5.397
	Kassala	28	2.230	1.130	-	5.495
	Sidi Chamakh	140	2.790	3.110	-	6.060
Chad	Boulaton	-	1.532	2.216	-	3.748
		6576	23.921	30.611	3.456	64.565
	E1 Narga	2195	2.213	3.523	-	12.257
	Chad	1780	2.732	4.216	200	11.036
	Barka	2495	6.628	5.517	-	41.086
	E1 Narga	453	5.009	2.505	508	9.443
	E1 Narga	-	2.740	3.465	-	3.465
	E1 Narga	475	5.804	2.001	-	3.465
	O111 Hargha	52	1.430	2.001	-	3.465
		7150	27.555	24.455	3.026	64.155
TOTAL GENERAL		13726	51.476	55.066	6.482	128.750

Depuis en 1971 le principe de l'appropriation privée des terres collectives a été instauré, l'apurement dans les délégations de Souassi et Chorbane se poursuit. Il était prévu l'apurement de 25.000 ha environ par an mais l'opération a subi quelques lenteurs occasionnées par le prolongement de litiges concernant l'attribution. Il a été relativement aisé de procéder à l'attribution des terres collectives mises en valeur par l'ex office des Souassi : soit 11.726 ha. Pour les terres mises en valeur par les particuliers, il a été procédé à l'apurement de 16.434 ha en 1973-1974 et programmé une tranche de 16.005 ha en 1975. Le reste devant en principe être réglé définitivement en 1976.

Le total des bénéficiaires jusqu'en 1974 s'élève à 2387 (1268 à Souassi et 1020 à Chorbane) soit 12,5 ha par bénéficiaire.

Le tableau suivant précise le calendrier de l'apurement, étant entendu que les terres de parcours seront gérées d'après la récente loi de 1975 dans le cadre du domaine forestier.

ATTACHMENT FORTNER-HUB THREE COLLECTIVE

In Formation	Collected 1974-1976	Amount 1974	Spreads 1974	profits-losses prior 1973	profits-losses prior 1976
Insurance	General Pharmacy	2,504	3,414		
	Source	1,115	4,518		
	Chilford Inc	1,073			
	Chilford Inc	449			
	Chilford Inc	110			
	Chilford Inc	774			
	Chilford Inc	347			
	Chilford Inc	25			
	Chilford Inc	140			
	Chilford Inc				
Other Income	Shawco	6,576	11,001	21,284	1,740
	Shawco	1,475			
	Shawco	1,475			
	Shawco	2,402			
	Shawco	813			
	Shawco	425			
	Shawco	52			
	Shawco				
	Shawco				
	Shawco				
TOTAL GENERAL		11,126	11,411	18,312	37,292
			16,434	37,095	60,493

LES TERRES AGRICOLES

Sur la base de l'ensemble de la superficie agricole
utilisée, les terres agricoles sont classées en deux
catégories : terres agricoles et terres non agricoles.

Le recensement des terres agricoles est une opération
qui a été effectuée en 1970. Elle a permis de connaître
la répartition des terres agricoles par commune et par
type de culture. Les données sont présentées dans le
tableau ci-dessous. On voit que la superficie agricole
utilisée est de 1 100 000 ha. Cette estimation est
basée sur la carte cadastrale du département de l'Ain
et sur les données des communes concernées.

Indication	Zone d'implantation	Superficie en hectares	Superficie propre à l'aire	Superficie propre à l'aire	Superficie propre à l'aire	Superficie propre à l'aire	Superficie propre à l'aire
Indica	Indica	2,100	1,746	6,121	4	0,31	1,31
S. Ence	Indica 8624	7,000	1,211	2,151	3	0,01	1,73
Indica		0,200	2,947	8,500	3	1,42	1,12
El. Jem	Indica	11,200	1,773	3,943	3	0,51	0,30
Souad	Indica 8624	0,033	750	840	2	1,30	5,64
Cherbourg	Indica	0,691	733	793	1	9,40	0,30
Indica		23,924	3,478	5,167	2	0,1	7,3
		31,114	8,223	14,073	3	0,4	0,3

On constate ainsi, que la région littorale, notamment celle de Mahdia, est beaucoup plus morcelée que la région intérieure où l'appropriation collective des terres a été un frein au morcellement. L'apurement de celles-ci va sans doute réduire la superficie moyenne par parcelle et le libre jeu des transactions pour-rait entraîner un morcellement plus grand.

Il convient donc de réunir les conditions nécessaires pour maintenir une unité d'exploitation sans laquelle la production risquerait de chuter. L'association des bénéficiaires des terres collectives et les autres exploitants en coopératives de services aiderait dans ce sens.

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

L'hydrologie de la région est simple à décrire :
trois zones distinctes se détachent :

1) le système aquifère de la plaine de l'armandine Draval,
cadrée par les couches minces de l'anticlinal de
l'armandine au Nord et par les collines d'El Jem au Sud
qui assurent son alimentation en eau de ruissellement.
El circule le plus souvent dans les sables de l'armandine,
on y retrouve les nappes de Mahdia, Sidi Boucha, Sidi Bou
Sidi Bouhour, Dar Mezar, El Jem.

2) la Région de Salakta-Chebbas où les affleurements géo-
logiques reposent sur un socle substratum min-ricorne à
dominance argileuse. Ils sont principalement des grès
récents, des grès de plioène marin, des argiles sab-
lonneuses du quaternaire ancien et des grès de sables du
plioène marin.

Si la région de Boussou, avec sa dépression au sud des
volcans de Nidi El Hani et El Chertiz a l'ouest de Kailash,
sables et argiles de quaternaire.

TYPE DE SABLES

Sable pénétrable :

Elle fait partie du système aquifère de la région de
Jeramline - Jemal - une cratère naturel sud la Boucha
de Mokline. Draines par les ruisseaux et alimentées par les
eaux de pluie (100 mm/an). Elle est de bonne qualité
et de faible profondeur (10-20 m). Imposant l'ensem-
blage des points d'eau de la région a l'ouest des zones
de forte salinité au sud (jusqu'à 5 g/l) occupant les
régions de Kailash et de Kailash. Les données croissantes
de la région exposent le sable au danger de la surexplo-
itation.

Débit exploitable : 200 000 M³/an

à moins de 1 g/l de K⁺ sur des points de surface avant
un débit moyen de 10 m³/jour.

Sable et silt

Il s'agit de silt, les réserves de la région peuvent
atteindre : 200 000 M³/an

Plus il existe dans la région de Bou Boussou Kailash 20

points à creuser pour obtenir : 200 000 M³/an

Sable profond :

Dans la même région de Nidi Boussou, le système aquifère
estant de 20 à 50 m de profondeur peut permettre de dé-
bit annuel de 200 000 M³/an.

L'écoulement de la nappe profonde est perturbé par la tectonique provoquant le cisaillement des aquifères, en particulier dans la région de El-Nord. Surber la nappe profonde dans le même placement que la précédente de laquelle 150 000 M3/an sont exploitées et où la récupération de 170 000 M3/an est possible, faisant un total de 320 000 M3/an.

L'usage dans la nappe profonde de Kaldia d'un débit total de 50 000 M3/an, dont 170 000 M3 proviendraient de la nappe profonde.

En résumé, la région de Kaldia est susceptible de fournir 700 000 M3/an dont 170 000 M3 proviendraient de la nappe profonde.

APPEL DE LA NAPPES

Il s'agit d'une petite nappe à écoulement réduit, faisant partie de la zone centrale. Dans la zone de Bejich, la nappe circule à faible profondeur (1 à 10 m) dans les niveaux perméables de quaternaire marin, du pliocène et du quaternaire. Elle garde une salinité acceptable de 10 g/l et 15 g/l au sud et au nord de Bejichan. Cependant, les eaux se salinisent rapidement au fur et à mesure que l'on se rapproche de la mer. Les exploitations de cette nappe actuellement au-delà de ses possibilités et risques d'entraîner une intrusion de l'eau marine. Il serait plus rationnel de surveiller au moins une équivalence dynamique avec la mer en prélevant pendant quelques années, une quantité d'eau inférieure à son apport naturel.

150 puits ont été recensés pour une superficie de 10 km² (trop forte densité).

L'exploitation est de 150 000 M³/an, or, l'alimentation qui se fait exclusivement par des puits de surface est de 110 000 M³/an.

L'exploitation de 110 000 M³/an est souhaitable pour permettre à la nappe de se rééquilibrer. Les sondages en profondeur n'ont pas donné de résultats encourageants.

NAPE KAOUE ISSA

Nappe phréatique :

C'est en grande partie au sud de Kaoué Issaaf. Peu profonde (15 à 25 m), son écoulement s'effectue d'ouest en est et sa profondeur diminue progressivement dans cette même direction. Séparée de la nappe de Mahdia par une zone de forte salinité, (supérieure à 4 g/l) elle a une salinité moyenne de 3 g/l ce qui peut encore permettre l'irrigation.

14 puits sont à équiper, pouvant permettre l'exploitation de 170 000 M³/an.

Nappe profonde :

Plusieurs forages ont été exécutés dans cette région, sans donner de bons résultats en raison, soit de leur forte teneur en résidu sec (de 5 à 21 g/l), soit de leur faible débit. La nappe profonde qui circule dans le vindobonien n'avère donc jusqu'à présent, peu intéressante pour l'exploitation.

SURF D'EL-JEM

A l'est de la ville (anciennes coopératives d'Oued Rejj et de Felha) quelques aquifères à faible rendement mais de bonne qualité sont à signaler.

Les gisements principaux sont constitués par les nappes du pliocène et du mio-pliocène, la nappe des alluvions étant peu profonde, mais salée.

La nappe phréatique présente cependant dans certains secteurs, une forte teneur en sels (notamment au sud ouest et au Nord Est). Tous les puits ont fait appel aux nappes phréatiques et sont profondes des dépôts quaternaires et plus quaternaires.

Au total, la nappe pourrait fournir 140 à 200 000 m³/an d'eau de bonne qualité.

SURF DE LA CHEUHA - SALAKTA

La superficie concernée est d'environ 80 km², située entre Ras Salakta et Ras Kaboudia. Elle n'est drainée que par quelques oueds intermittents donc presque exclusivement alimentée par les eaux de pluie (273 mm). Plusieurs niveaux sont susceptibles d'être aquifères mais seuls ceux des dunes libyennes et du pléistocène marin sont bien connus. La profondeur varie entre 3 et 15 mètres. L'écoulement de la nappe s'effectue d'ouest en Est vers la mer, son exutoire naturel.

La salinité est variable entre 0,4 et 1 g/l mais la qualité est bonne dans les sables dunaires ainsi que la potabilité (0,5 compris entre 0,7 et 1,5 g/l).

Les eaux du quaternaire ancien sont trop minéralisées pour être utiles à l'irrigation ou à la consommation domestique. Les réserves statiques sont évaluées à 15 Millions de M3 dans les sables domaniaux ; les réserves dynamiques à 1,1 Million de M3/an (21 l/s).

L'exploitation actuelle est de 300 puits dans la région de la Chebba alors que les meilleures eaux se trouvent dans les dunes, bien au Nord on observe, au reste, dans la région de la Chebba une intrusion de plus en plus croissante des saumures.

Plus de 320 puits exploitent la nappe phréatique avec un débit total compris de 25 à 35 l/s. Le débit des puits varie entre 1 et 400 m3/jour, mais il est en moyenne de l'ordre de 10 m3/jour pour les puits visités.

La densité des puits au Ras est de 15 à 20 ; la moyenne pour tout le secteur étudié étant de 10 ; ce qui est beaucoup trop élevé.

L'exploitation est fortement développée dans la région de Salakta (Pleistocène marin) et au nord des dunes et surtout dans celle de la Chebba où la concentration humaine est également élevée.

Les ressources exploitables de la nappe sont de l'ordre de 35 l/s alors que l'exploitation est de l'ordre de 25 à 45 l/s, il nous semble indispensable de modifier le mode d'exploitation.

Dans les dunes (Sidi El Ras Hassan - Erg Chebba). L'exploitation actuel de 5,5 à 4 l/s et le débit de la nappe de 10 l/s, on doit supplémenter de 4 à 5 l/s pour assurer une utilisation optimale des ressources dynamiques de la nappe.

Conclusion : On peut estimer que l'exploitation de 600 000 m³/an peut se faire dans la région de la Chebba Salakta sans risque de détériorer la nappe, ou de provoquer l'accroissement de l'intrusion marine.

Pour la nappe profonde, le sondage de Bir Mellouliche a un débit de 35 l/s [525 000 m³/an]

NAPPE DE SURFACE

Jusqu'à ce présent aucun des sondages ont révélé une qualité médiocre des aquifères, bien que les disponibilités soient relativement satisfaisantes.

Il est certainement possible de prélever des quantités d'eau non négligeables avec une teneur moyenne en sel, permettant une extension des périmètres irrigués dans la région.

Nappe profonde

Les forages de la région des Souassis ne captent pas le même niveau aquifère et même s'ils appartiennent à un même système hydraulique, il est très difficile de définir l'écoulement de cette nappe, en raison de la rareté des points où l'on a la valeur du niveau piézométrique nécessaire à l'établissement d'une carte piézométrique précise.

Les possibilités de la nappe profonde sont assez importantes. L'évaluation des ressources exploitables est assez difficile à établir du fait que l'hydrogéologie de la région n'est pas encore tout à fait élucidée.

Il existe 10 forages dont 7 ne sont pas encore exploités et pouvant fournir 1,5 million de m³ par an dont la majeure partie a une teneur en sel inférieure ou égale à 5 g/l.

Les 9 autres forages fournissent déjà 1,5 Millions de M³/an, 4 autres sont prévus et porteraient ainsi les exploitations de la nappe profonde à 5,4 millions de M³/an

Nappe phréatique

Elle a des possibilités assez réduites, et pourrait fournir au grand maximum 120 à 150 000 M³/an, avec une teneur en sel inférieure à 5g/l. Au delà, elle serait trop salée pour être propre à la consommation ou à l'irrigation.

Les zones les plus favorables se trouvent à Sidi Nacour, Knaaba, Souma, Aghira, M'Elmet.

Le tableau suivant rassemble les données sur les ressources en eau du Gouvernorat de Mahdia en milliers de M³/an).

Nappes	Possibilités		Exploitation		Disponible	
	phreat.	Prof.	phreat.	Prof.	phreat.	Prof.
Mahdia	350	2 000	550	1 000	-	1 000
Sidi Boumour	200	800	200	350	-	350
Bou Nerdas	200	370	300	250	-	250
Reiche	120	-	120	-	0	-
K. Issat	170	-	170	-	-	-
El Jen	200	-	170	-	20	-
Salakta - Chetba	600	525	1 000	300	300	525
Souassi	150	7 100	150	3 500	-	3 500
	2 130	11 345	2 550	4 100	320	3 575
	Total = 10.150		Total = 6.550		Total = 3.895	

Il est à signaler que les 1.4 Millions de M3 qui restent disponibles proviennent exclusivement des nappes profondes de Boussasi, Sidi Nemour et Bou Merdes.

Le bilan positif cache cependant très mal la situation car la totalité des autres nappes ont un bilan juste, équilibré ou négatif. La région de Boussasi a elle même besoin d'eau et se suffira juste à elle même lorsqu'on y créera d'autres périmètres irrigués. Il est peut être temps de songer sérieusement à un apport extérieur afin de combler le déficit, surtout que le besoin en eau des villes et des nouvelles industries dont l'accroissement moyen a été de 8 l entre 1965 et 1970 augmente de plus en plus.

5.3 LA PRODUCTION AGRICOLE

5.3.1 L'OLIVICULTURE

5.3.1.1 L'oléiculture

Le Gouvernement de Mahdia fait partie de la région oléicole du Centre qui comprend l'ancien Gouvernement de Soussse et les Gouvernorats de Raïssouan et Kassériou.

Cette région avait, en 1956, 10 millions de pieds d'oliviers dont 10 % seulement avaient moins de 15 ans, alors que le Nord et le Sud qui avaient chacun environ 5 millions de pieds étaient caractérisés par une proportion beaucoup plus grande de jeunes oliviers (42 % et 37 % respectivement).

En 1970, le nombre de pieds d'olivier du Centre passa à 14,300 millions et la part des jeunes plantations passa à 22 %. Cet accroissement de 4,300 millions en 15 ans (soit 290.000/an en moyenne) était réalisé, pour l'essentiel, hors du Bahel proprement dit; la région de Sousssi (horbaie) y avait contribué par une large part puisque l'ex-office des Sousssi avait planté, à lui seul, entre 1962 et 1968 plus de 15.000 ha représentant environ 300.000 pieds d'oliviers et un million d'amandiers (2.300 ha sont plantés annuellement en moyenne).

A partir de 1971, le programme alimentaire mondial (PAM) prend timidement le relais de l'ex-office en matière de plantation et réalise entre 1971 et 1974, 4.230 ha dont 30 % d'oliviers, soit un rythme annuel de 700 ha.

La situation de l'olivier en 1970 dans le Gouvernement de Mahdia était caractérisée par une dichotomie entre les régions littorales et les régions intérieures, relevant la coexistence de deux types d'oliviers : le type Sahélien dans les régions littorales avec une forte densité (80 arbres/ha) des rendements faibles (2 à 5 kg d'huile/arbre) et le type Syrien avec la pratique de la quinconce (densité 17 arbres/ha) et des rendements plus élevés (6 à 8 kg d'huile/arbre).

Le type Sahélien est courant dans les vieilles plantations et le type Syrien dans les nouvelles. Nous constatons, en effet, que dans les 3 délégations de Mahdia K. Essaf et Chebba 13 % des oliviers ont moins de 15 ans alors qu'à El Jem, Soukassi et Cherbasse cette proportion est de 38 %.

La situation actuelle accentue cette dichotomie puisque la région littorale avec toujours 13 % des oliviers âgés de moins de 15 ans a désormais 30 % de son olivier très âgé donc improductif alors que dans la région intérieure les arbres âgés ne représentent que 3 % et ceux qui ont moins de 15 ans 49 %.

L'avenir de l'olivier est de plus en plus à l'ouest du Gouvernement.

L'estimation du nombre de pieds d'oliviers se heurte à une difficulté due au manque de cohérence dans les chiffres présentés par les services agricoles.

En 1970-71, le chiffre avancé est de 4.402 millions de pieds. En 1971-72, il passe à 5.505 millions de pieds accusant une augmentation de plus de 1 million de pieds en 4 ans ou 250 000 pieds par an. Ceci est certainement impossible. En effet, l'annuaire des Roumani qui était très entreprenant en matière de plantations et disposant de moyens très importants réalisait en moyenne 40 à 50 000 pieds par an; le FAN a réalisé depuis 1971/72 1 330 ha d'arbres fruitiers dont 30% environ en oliviers soit 630 ha soit encore 210 ha p.r en représentant au maximum 10 000 pieds d'oliviers. En supposant que les particuliers aient fait autant, ce qui est nettement surévalué, on ne dépasse pas 20 000 pieds par an et on est bien loin des 250 000 pieds.

Il est donc certain que l'un des 2 chiffres avancés est faux : il est probable que ce soit les deux. D'ailleurs l'évaluation des réalisations pour 1974-75 montre que 1.350 pieds d'oliviers en plantations pures ont été distribués dans le cadre du projet FAN et hors ce projet et 3 à 4 000 pieds d'oliviers pour les plantations en intercalaire.

En attendant qu'une enquête précise l'effectif réel des oliviers nous retenons le chiffre de 1970-71 soit 4.422 millions pour les besoins de nos calculs.

Ce chiffre se répartit à égalité entre les délégations littorales et les délégations intérieures.

O U E R G I E S
SITUATION 1970 - 71 (HOMME DE PIED)

Délégation	Ouvriers Jeunes	Ouvriers D'ancienneté	Total
Nahla	24.000	604.400	628.400 14,2 %
K. Lissel	124.300	994.700	1.119.000 25,6 %
Chabba	120.000	383.000	503.000 11,2 %
	268.300	1.982.100	2.250.400
El Dem	245.000	517.000	762.000 17,3 %
Soussou	182.000	445.000	627.000 14,2 %
Chorbane	370.300	437.000	807.300 17,3 %
	771.200	1.409.000	2.180.200 49 %
Total OI	1.039.500	3.352.000	4.391.500 100 %

SITUATION 1972 - 73

Délégation	Ouvriers J	Ouvriers R	Total
Nahla	28.400	527.500	555.900
K. Lissel	74.400	1.127.300	1.201.700
Chabba	152.000	382.000	534.000
	254.800	1.036.800	1.291.600
El Dem	140.000	760.000	900.000
Soussou	213.200	627.000	840.200
Chorbane	120.000	780.000	900.000
	373.200	2.167.000	2.540.200
Total OI	628.000	4.275.000	4.903.000

Sur 264 000 240 millions de piéds de la région littorale, la colligation de K. Essaf obtient la moitié, le reste étant partagé à peu près à égalité entre Mahdia et Chabba. Il faut, cependant, remarquer qu'à Mahdia les jeunes oliviers ne représentent que 4 % alors qu'à Chabba ils représentent 20 % et à K. Essaf 14 %.

Les 2,172 millions de piéds de la région intérieure se répartissent presque à égalité entre Chorbane (437 500), El Jen (335 000) et Souassi (290 000). A Chorbane 43 % des oliviers sont jeunes, 33 % à El Jen et 29 % à Souassi.

La production d'olives est évidemment irrégulière. Elle passe de 14 000 T à 120 000 T d'olives (voir tableau de la production). Mais l'analyse des résultats des 5 dernières années montre que les fluctuations sont beaucoup plus importantes dans la région littorale que dans la région intérieure, la effet l'amplitude de ces fluctuations est de 1 à 20 à l'intérieur mais de 1 à 3 seulement à l'ouest.

Cette constatation montre que les perspectives de l'industrie sont relativement plus assurées à Souassi - Chorbane qu'à Mahdia K. Essaf et que des prévisions peuvent être faites dans le 1er cas et pas dans le 2ème.

PRODUCTION D'OLIVES ET D'OLIVIER (1)

SÉRIATION	71 - 73 (moyenne des années)		73 - 74 (année unique moyenne)		74 - 75 (année unique)	
	olives	boîtes	olives	boîtes	olives	boîtes
MARSA	1095	90	11206	2007		
EL-ISA	5495	449	28673	5732	587	92
GUADA	172	100	44100	2586	4004	621
Sous Total	3062	639	53979	10325	5589	913
EL-JEM	672	117	16515	3301	1626	182
SOUASSI	10030	2592	10041	2005	6226	1245
CHERBAU	9186	1732	9759	1895	4575	915
Sous Total	25442	4741	36315	7201	5186	1016
TOTAL GÉNÉRAL	14418	4850	60294	17526	10775	3066

Sur une base de 4 années 71 - 72 - 73 et 74

El-Jem	30,000 T	55 T
Guada	28,000 T	45 T
Sous Total	58,000 T	100 T

Une telle constatation concerne la répartition de la production en bonne année et mauvaise année. En haute conjoncture la région littorale fournit les 2/3 de la production totale alors qu'en basse conjoncture elle n'en donne que le tiers. La perturbation occasionnée au rythme de trituration par les fluctuations de la production est le fait des régions littorales. Il est alors difficile de dimensionner d'une façon correcte la capacité de trituration dans la région littorale alors que cela est possible relativement dans la région intérieure.

Prévoir la production d'ici 5 ou 10 ans est un exercice périlleux mais des ordres de grandeurs devraient être données en tenant compte des caractéristiques régionales que nous venons de voir.

A l'horizon 1981, il est difficile de prévoir une augmentation de la production dans la région intérieure. En effet, les jeunes plantations (de 1 à 15 ans) représentent 13 % et les vieilles (plus de 100 ans) 30 %. Les années exceptionnelles (bonnes ou mauvaises) sont exclues du raisonnement qui suit.

On suppose que les jeunes plantations se répartissent à égalité entre les différentes classes d'âge (soit 0,9 % par année et âge), en 1981, il y aurait 6 % d'oliviers supplémentaires à l'âge productif.

Ce qui devrait se traduire par une augmentation de la production de 6 %. Mais les oliviers qui dépassent les 100 ans en 1981 représentent au moins 7 % du total. Parce que les oliviers âgés de 15 à 100 ans, en supposant une répartition égale entre les âges, représentent

maintenant 22-5 de tonnes, soit 12 pour chaque année
de 7-7 dans 7 ans.

Pour la région intérieure le même raisonnement montre
qu'en 1951, il y aurait 17-2 d'unités productives sup-
plémentaires et 6-6 de unités ouvrières supplémentaires.
Le total serait de 12-5 tonnes l'ordre de grandeur de
l'augmentation de production possible en cette région.

Sous réserve évidente que d'ici 1951 les hypothèses de
production en moyenne continueraient pour 1951.

	surverse année moyenne	bonne année moyenne
LITTORAL	1.000	21.000
Intérieur	22.000	41.000
Total	23.000	62.000

Pour l'intérieur, la production actuelle est entre 20
et 40.000 T d'olives.

En conclusion il faudrait prévoir une capacité de pro-
duction à 22.000 tonnes et la même en valeur égale à
la production moyenne de ces régions plus que de l'ordre
la région littorale de 21.000 tonnes de transformation.
car la machine transformatrice la sous-utilisation de la
capacité de transformation est limitée parce que la pro-
duction de la région intérieure est relativement peu
élevée et en outre constitue les oliviers de
bonne qualité pour obtenir l'huile d'olive
de la région littorale.

Une façon évidente, avec une machine d'huile

une capacité de trituration de 33.000 T répartie inégalement entre le littoral (22.000 T) et l'intérieur (11.000 T).

La production fluctue ainsi :

	Littoral	Intérieur
Mauvaise année moyenne	5.000	20.000
Bonne année moyenne	20.000	40.000

En 1957, la situation dans le littoral ne changera pas et celle de l'intérieur pourrait augmenter de 10 % ce qui donne :

	Littoral	Intérieur	Total
Mauvaise année moyenne	5.000	22.000	27.000
Bonne année moyenne	20.000	44.000	64.000

Il faut prévoir une augmentation de la capacité de trituration dans la région intérieure de 30.000 T pour porter la capacité totale à 65.000 T.
En mauvaise année moyenne la sous utilisation touche 25.000 T dans le littoral et 20.000 T à l'intérieur (75% de la capacité totale) et en bonne année moyenne la surutilisation ne concerne que 5.000 T dans le littoral soit 10 % environ de la capacité totale.

5. 3. 1.2 L'AMANDIER

L'amandier occupe la 2^{ème} place dans l'arboriculture : avec 1.415 M. de pieds, il représente 21 % du total des arbres fruitiers y compris les oliviers et 72 % sans les oliviers.

Il faut noter que l'amandier a été lancé, à une assez grande échelle par l'orchestre de Souassi qui, entre 1942 et 1948, a planté presque 1 million de pieds. Aussi nous trouvons que Souassi et Chertane détiennent 1,215 M de pieds (82 % au total) dont près d'un million après de moins de 12 ans. La production d'amande est voisine de 1.800 tonnes actuellement soit 8 % de la production nationale.

La jeunesse des plantations et l'encouragement de l'Etat (DAM, FIDA, etc...) autorisent à prévoir une forte augmentation de la production dans les années à venir. Aussi est-il intéressant d'étudier la possibilité d'une petite industrie de pâte d'amande dans la région ce qui permettrait de réduire la forte consommation en frais qui n'est ni économique ni même rentable pour les agriculteurs. Ceci est d'autant plus possible que l'amandier joue de moins en moins un rôle indépendant. Il faut signaler aussi que la région de Souassi Chertane est entourée par les grandes régions d'amandiers (Marailah et Jedd Bouzeilla dans le gouvernorat de Kairouan et El Mencha et Bir Ali ben Khalifa dans le Gouvernorat de Sfax), si bien qu'un projet inter-régional pourrait avoir des chances sérieuses d'aboutir.

5. 3. 1.3 LES AUTRES ARBRES FRUITIERS

A part l'abricotier et le figuier, l'arboriculture fruitière occupe une place très modeste dans le Gouvernorat. La production totale de fruits voisine les 1.700 tonnes et représente moins de 2 % de la production nationale.

Les abricotiers, par contre, comptent 180.000 pieds dont la moitié à Souassi. La production actuelle est de 400 tonnes par an : elle est trop faible pour induire une industrie.

LES PROBLEMES DE LA VULGARISATION

Le problème de la vulgarisation, en général, dans notre région west africaine :

- manque d'intérêt autour des jeunes plantations de la part des agriculteurs. L'effort de l'Etat par le truchement des projets nationaux ou régionaux doit être appuyé par un effort encore plus important de la part des intéressés eux-mêmes ;
- manque de traitement anticipatoire, du moins à une échelle de la part des agriculteurs qui ne suivent pas de très près l'évolution de leur plantation. Le renforcement de la vulgarisation devra aider à convaincre les agriculteurs dans ce sens et à les aider à fournir l'effort nécessaire pour assurer une meilleure production.

Les organismes qui interviennent dans ce domaine sont pourtant nombreux et efficaces. En plus de l'ONC, du WFA, des services du Ministère de l'Agriculture, du programme de développement rural, le CDA intervient, à la demande pour aider les agriculteurs à traiter leurs plantations.

- sans qualification de la main-d'œuvre et désintérêt des jeunes des travaux agricoles. Ce problème est observé dans l'agriculture. Il est traité par la multiplication des centres de veille. Il est été observé pendant cette campagne dans le district par le projet PAC-WFA et ce par le programme de développement rural, par l'intensification de la formation dans les centres agricoles et la formation professionnelle et par un accompagnement technique.

- l'insatisfaction importante des fertilisants, suite par manque de motivation des agriculteurs, suite aussi par la faiblesse des quantités d'engrais au moment opportun. Un effort particulier a été fourni dans ce sens. Il a été traité par une coopération technique des caractéristiques distinguées : 10 tonnes pendant la campagne précédente et 40 tonnes pour la présente année de cette campagne.

ANNUAL REPORT 1999

Report on the activities of the company

	1999/2000		2000/2001	
	Work done	Prod. (%)	Work done	Prod. (%)
Marble	10,000	100	10,000	100
L. Stone	100,000	100	100,000	100
Granite	100,000	100	100,000	100
St. John	100,000	100	100,000	100
Granite	100,000	100	100,000	100
Granite	100,000	100	100,000	100
Granite	100,000	100	100,000	100
TOTAL	400,000	100	400,000	100

- manque de moyens pour réaliser à 100 % les programmes de planification ce qui se traduit par une hausse de prix des produits et un taux de perte élevé dans les autres plantations. Une pénurie dans la région permettrait de résoudre ce problème.

2. 2. 3. L'ÉLEVAGE

En valeur l'élevage occupe la deuxième place dans le secteur agricole et représente 1 % de la production animale du pays.

Les chiffres durant le chapitre varient d'une année à une autre. C'est ainsi que pour 1970-71 et 1973-74 les données sont les suivantes :

	1970-71	1973-74
Ovins	28.000	155.000
Bovins	4.125	6.125
Caprins		13.800
Chevreaux		6.000
Volailles	10.000	170.000

L'augmentation des effectifs depuis 4 ans est très importante : le nombre de bovins est multiplié par 3 et celui des ovins par 5, 2 ans qu'il ne s'agit d'un effort de recensement. Même si les chiffres ne reflètent pas exactement la réalité, le développement du cheptel est un fait certain et cela pose le problème de son alimentation. En effet, le déficit fourragère est très important : 40 millions d'unités fourragères existantes pour des besoins estimés à 100 millions. L'état sanitaire du cheptel n'est pas satisfaisant. La seule alimentation et surtout le manque d'entretien et de soins sont les principales causes du retardant une action d'envoie pour sensibiliser les éleveurs sur ces problèmes, toutes les actions d'amélioration de l'état sont liées à profit pour assurer une production suffisante dans le gouvernement et faire éviter à l'état d'importation en devises.

3.2.2. LES RESSOURCES HUMAINES

Le recensement pour l'agriculture permet d'évaluer un volume d'actifs disponibles de 18,5 millions de différentes catégories soit 17,5 millions provenant des trappes pyrénéennes. Cependant, en déduisant les réserves à forte main-d'œuvre et les cas de surqualification on ne reste qu'à 10,10 millions. Sur cette dernière 6,10 millions sont utilisés. Les disponibilités humaines se situent pas 4,00 millions.

La surface agricole est donc de 4,00 millions de hectares sont effectivement irrigués. La zone possible d'irriguer 400 millions de hectares sont en fait les zones irriguées. Les zones irriguées sont en fait d'années. La sous-utilisation des ressources disponibles est très importante à savoir 13,4 millions disponibles en 4 millions 0,0 millions.

LA SOUTIEN-UTILISATION DES POTENTIALITES HUMAINES

Les besoins sont multiples.

La sous-utilisation des trappes est due :

- au non embauchement de certaines personnes dans les zones de forte main-d'œuvre, sur les zones de forte main-d'œuvre et dans les zones de forte main-d'œuvre.
- au mauvais état des installations, à la mauvaise maintenance et à l'absence de réseau de distribution, c'est le cas des personnes de la zone de forte main-d'œuvre, de forte main-d'œuvre, de forte main-d'œuvre et de forte main-d'œuvre.

L'UNION, responsable de ces travaux, a déposé un crédit de 40,000 millions le cas d'embauchement des personnes à faire donner le projet.

Les d'investissement des personnes pour l'investissement qui a été payé dans leur territoire avant à l'Union et l'Union.

La sous-utilisation des points de surface relève des raisons suivantes :

- sous-équipement de la plupart des points soit par sous-investissement de l'agriculteur soit par manque de moyens financiers.
- manque de pratique des cultures irriguées qui paraissent difficiles et surtout grosses consommatrices de produits intermédiaires coûteux.
- manque de main-d'œuvre spécialisée : il en résulte que certains agriculteurs ayant obtenu des crédits allemands (GAL) pour l'aménagement de leurs points ne l'ont pas fait.

La production des cultures irriguées.

Toutes ces raisons expliquent la faiblesse de la production des cultures irriguées dont l'évolution a été la suivante :

	71/72	%	72/73	%	73/74	%
Légumes de saison (en tonnes)	324	21	1875	57	7402	80
Autres légumes	1202	79	829	33	1814	20
TOTAL	1526	100	1004	100	9216	100

Les légumes de saison dominent largement parmi lesquels le piment et la tomate d'une part et le melon et la pastèque, de l'autre, viennent du loin, en tête.

2. 3. 4. LES CULTURES MARAÎCHÈRES EN SEC

Même les années, les cultures maraîchères en sec occupent des superficies plus ou moins grandes : elles sont généralement pratiquées dans les oases.

Depuis 3 ans, la tendance est à l'augmentation des superficies cultivées : de 173 ha en 71/72 l'on est passé à 2.111 ha en 74/75. La production a ainsi évolué de 7.000 t en 71/72 à 40.000 t en 74/75 mais les cultures dominantes restent les pastèques et les melons et c'est ce qui explique le fort tonnage.

2. 3. 5. LA SÉRIALISÉCULTURE

La sérialiséculture occupe une place réduite dans le gouvernement malgré la grande superficie qui lui est réservée (40.000 ha). Les rendements sont faibles ne dépassant pas 3 kg à l'ha. La région oasarienne est encore celle de l'horticulture qui fournit 50 à 80 % de la production de gouvernement. Celle-ci a évolué ainsi au cours des 3 dernières années :

1971/72	-	325.000 kg
1972/73	-	340.000 kg
1973/74	-	381.000 kg

Malgré le manque de pluie d'automne, le tonnage pour la campagne en cours une réduction très importante des exportations oasariennes.

Le programme de la campagne en cours (projet) :

entretien de jeunes plantations	11.478 ha
création plantations nouvelles	1.241 ha
création réserves fourragères	379 ha

- Le projet FAO GMA n° 2

Ce projet qui vient de débiter dans le gouvernement de Ndiha a pour objet la promotion du secteur agricole. Il est rattaché à l'Office National de l'Élevage. Dans le gouvernement de Ndiha, il concerne les deux délégations de Rousseli et Charbani.

Il est à noter que la plupart des actions sont en cours de réalisation. Après les phases d'étude et d'évaluation, il est entré dans la phase opérationnelle au cours de cette campagne. Les principales actions prévues sont de 7 sortes :

- actions de production : destruction de chenilles, dératisation, traitement antiparasitaire, etc.
- action de transformation : équipement en machines à moudre, silos de stockage.
- action de formation professionnelle : écoles de village, formation de village, journées d'information, etc.

Les crédits nécessaires à la réalisation de ces actions durant la campagne en cours s'élèvent à 148.175 dinars dont 27.800 dinars de prêt et 120.375 dinars de subvention. 120.375 dinars sont réservés à la création de 7 milliers de 50 t/c chacune à Rousseli et Charbani.

Il est à noter que la plupart des actions sont en cours de réalisation suivant le calendrier agricole et que certains dépassent la capacité d'absorption des coopératives intéressées. Pour l'équipement des coopératives en matériel agricole, parfois les prévisions sont dépassées : 12 t/c distribué 790 t d'engrais au lieu de 620 t prévues.

de moins de la production électrique, les fluctuations sont importantes. Elle passe de 24.000 t à 340.000 t d'huile de 1.000 à 20.000 t d'huile. Mais l'analyse des résultats des 5 années nous montre que les fluctuations sont beaucoup plus importantes dans la région littorale que dans la région intérieure. Leur amplitude est de 1 à 20 dans la première et seulement de 2 à 3 dans la 2^e zone. Plusieurs raisons expliquent cette différence notamment l'âge des plantations, les techniques, la qualité des traitements phytosanitaires, la qualité de la main-d'œuvre etc.

3. 4. 2. L'ÉLEVAGE

Les activités qui portent sur le bétail fourragères sont de plusieurs types :

1 - Amélioration des parcours :

Le loi de 1919/74 charge la direction des forêts des parcours collectifs, ce qui l'oblige à établir des plans d'aménagement fixant la charge maximum des parcours et limitant les rotations. Les sociétés régionales prévues par cette loi ont pour but de constituer des réserves fourragères :

2 - Constitution de réserves fourragères :

Le projet PMU accorde à cette action des aides importantes : c'est ainsi qu'il a réalisé depuis 1971/72, 45 ha de réserves fourragères et projets 101 ha pour cette année. Le service des forêts a réalisé 572 ha en contre en réalisant 100 autres ha cette année.

3 - Constitution de pérennes fourragères irriguées :

16 ha ont été cultivés en fourrage irrigués l'année dernière. Nous commençons ces actions le programme normal d'animation sur les 10 parcelles pilotes dans les pérennes irriguées. Le programme spécial de « Moussi Chikara » prévoit 112 ha irrigués en fourrage pour : stockage de 400 vaches laitières sélectionnées.

[illegible]

du registre sanitaire, la construction du service vétérinaire est la première opération réalisée « en urgence » et pour laquelle les autorités sanitaires se sont mobilisées. 50 000 euros ont été versés en 1993, à l'initiative locale, à l'Etat, la construction du bâtiment vétérinaire en 1994 et, à plus long terme.

Pour éviter la répétition des données, la structure suivante pour
 les données doit être présentée de plus important c'est que les
 données peuvent constituer de la qualité de produits et de services
 pour assurer l'approvisionnement et les autres ressources et assurer la
 sécurité de tous les producteurs impliqués en même temps.

U.S. AIR FORCE AIRCRAFT

LOS ANGELES, CALIF. (UPI) - A COURT REPORTER HERE HAS
BEEN ARRESTED FOR THE SAME REASON.

- [illegible]

4 - Utiliser les autres du personnel, l'absence des véhicules
pour la réparation d'une partie à l'usage en automobile les per-
mettre à s'engager dans cette voie, en attendant qu'appareil
soient réparés pour les autres véhicules.

Les autres personnes se spécialisent dans le travail, pour
l'entretien des véhicules avec compétence pour la réparation des
systèmes - "Les autres que la partie à l'usage en automobile de travail
pour l'usage des autres et la construction d'installations, les personnes
travaillent à l'usage des autres et l'usage des autres pour l'usage
en même direction dans les autres et la partie de travail
d'ailleurs avec des autres personnes. Les personnes pour
avec la partie de la partie pour l'usage des autres personnes. La
partie de l'usage des autres personnes d'ailleurs pour 48.000
personnes.

En même temps, la construction de services automobiles aux
une première opération relative au développement de leur système.
Les personnes automobiles se sont spécialisées dans les autres et les
personnes en travail, la construction relative à l'usage de la construction
de 7 personnes automobiles en 1974 et 1 pour les autres.

Pour servir la construction des véhicules, la construction relative à
les autres doit être présente, la plus importante, c'est que les
autres personnes automobiles de la partie de la partie et la partie
pour servir l'usage des autres et les autres automobiles et autres de
servir en même les personnes automobiles en même.

5.4 - LES AUTRES PERSONNES

Les autres personnes automobiles se spécialisent dans les autres et les
autres et les autres.

- La partie spéciale d'entretien d'usage pour les autres personnes.
La partie spéciale d'entretien dans une première partie des autres
personnes automobiles, l'usage des autres et les autres pour l'usage
d'ailleurs, l'usage des autres et les autres pour l'usage des autres.

Die folgende Tabelle zeigt die Anzahl der Personen, die in den verschiedenen
Jahren in der Stadt geboren wurden. Die Zahlen sind in Prozenten ausgedrückt.
Die Tabelle ist in zwei Spalten unterteilt. Die linke Spalte zeigt die
Jahre, die rechte Spalte die Anzahl der Personen. Die Zahlen sind in
Prozenten ausgedrückt. Die Tabelle ist in zwei Spalten unterteilt. Die
linke Spalte zeigt die Jahre, die rechte Spalte die Anzahl der Personen.
Die Zahlen sind in Prozenten ausgedrückt. Die Tabelle ist in zwei Spalten
unterteilt. Die linke Spalte zeigt die Jahre, die rechte Spalte die Anzahl
der Personen. Die Zahlen sind in Prozenten ausgedrückt.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION 1215 6TH AVENUE NEW YORK 17, N.Y.

- RECEIVED BY THE DIRECTOR OF THE FBI ON 10-10-68
FROM THE DIRECTOR OF THE FBI ON 10-10-68
SUBJECT: [REDACTED]

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

- THE UNIVERSITY OF CHICAGO

1. The first step in the process of the investigation is the identification of the problem. This is done by the investigator who is responsible for the study. The next step is to collect data. This is done by the investigator who is responsible for the study. The next step is to analyze the data. This is done by the investigator who is responsible for the study. The next step is to interpret the results. This is done by the investigator who is responsible for the study. The next step is to draw conclusions. This is done by the investigator who is responsible for the study. The next step is to report the findings. This is done by the investigator who is responsible for the study. The next step is to discuss the implications. This is done by the investigator who is responsible for the study. The next step is to recommend further research. This is done by the investigator who is responsible for the study. The next step is to conclude the study. This is done by the investigator who is responsible for the study.

1. The purpose of this study is to determine the effect of the use of the computer on the learning of the English language.

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

[illegible]

10/33 +

ALLA PICCOLA

Le Gouvernorat de Mahdia est largement ouvert sur la mer (75 km de côtes). Il dispose d'un important port de pêche (Mahdia) et aura, avant la fin de cette année deux autres ports (Chabba et Salakta).

La pêche occupe 3.000 personnes et vient en 2ème position après l'agriculture.

Les potentialités de pêche sont très importantes tout le long de la côte sud qui s'étend de Mahdia à la frontière libyenne. Cette côte, en effet est très plate et sablonneuse, le plateau continental est très étendu et les eaux chaudes et poissonneuses. C'est le domaine traditionnel de la pêche au tunisie.

Mahdia est le premier port de pêche de poisson bleu avec 7.000 t/ann. Or les réserves exploitables sans capture de stock sont estimées à 100.000 t.

L'armement de pêche dans le Gouvernorat de Mahdia compte aujourd'hui pour :

- la pêche côtière 420 Barques dont 100 à moteurs.
- la pêche au feu 70 embarcations avec 61 puits filet et 185 postes groupes électrogènes auxquels se joignent pendant la haute saison 18 chalutiers mixtes.

Pour la pêche au chalut : 2 chalutiers de haute mer ; 2 autres viendront s'y ajouter à la fin de cette année.

L'évolution est très importante depuis 1971 parce qu'il n'y avait à cette époque que 779 barges dont 51, seulement, à moteur et 40 remorqueurs et chalutiers mixtes.

Les accords ont été à l'encouragement de l'Etat qui a facilité les conditions de crédit en s'engageant que 10 % seulement d'autofinancement et en accordant une subvention de 11 %.

Les crédits à la pêche ont, en effet, progressé de 40.000 millions en 1971 à 140.000 millions en 1974, la progression d'animation rurale encourageant la pêche côtière dans les délégations de Chaban et notamment l'Atlantique.

Les 10 % d'autofinancement exigés pour 20 barges.

Ces efforts vont continuer pour venir à bout de la réduction du matériel qui est en train à la production ; cette faiblesse de matériel pousse seulement les barges pour la pêche côtière dont 20 % uniquement sont équipés de moteurs mais aussi les chalutiers mixtes qui, sur les 12 existants, 12 ont plus de 15 ans et aucun n'a moins de 5 ans.

La production de pêche qui oscille autour de 10.000 tonnes place le gouvernement au premier rang pour la pêche au large et au troisième rang pour la pêche côtière.

La pêche au large avec 7.100 tonnes/an est l'activité dominante du port de Nantes qui réalise 75 % de la production du gouvernement.

Cette activité a deux particularités : elle est saisonnière d'un côté et donne la très grande majorité

ANNEXE 10 - PÊCHE 1975

PAYS	PÊCHE CÔTIÈRE		PÊCHE AUX FIEUX		PÊCHE AU CHAÎL	
	SAISON 1975-1976	SAISON 1976-1977	SAISON 1975-1976	SAISON 1976-1977	SAISON 1975-1976	SAISON 1976-1977
MAROC	32	100	30	100	15	100
CHAD	112	100	20	100	-	-
ALGERIE	12	100	-	-	-	-
TOTAL	156	300	50	200	15	100

CRÉDITS À LA PÊCHE

UNITÉ: D.D.A.

ANNÉE	CONVENTIONS	CRÉDITS	TOTAL
1970	5.763	14.963	20.726
1971	9.223	15.262	24.485
1972	21.380	254.103	275.483
1973	47.890	1.133.394	1.181.284
1974	62.386	106.807	169.193
TOTAL	176.642	1.375.429	1.552.071

PRODUCTION DE LA PÊCHE

PAYS	PÊCHE CÔTIÈRE	PÊCHE AUX FIEUX	PÊCHE AU CHAÎL
MAROC	450	0.000	000
CHAD	1072	1.315	-
ALGERIE	111	-	-
TOTAL	1633	1.315	000

de sa production à l'industrie d'autre part. Ces deux caractéristiques en font une pêche fragile dont les problèmes ne sont pas simples. La régularité de la production, est, en effet, une condition nécessaire pour la régularité de la transformation, or la production passe de 10 tonnes/mois au début de la saison à plus de 2.000 tonnes/mois aux mois de Juin, Juillet, août. Comme la sardine est rapidement périssable le surplus des mois de pointe n'est pas totalement récupéré pour faire de la farine de poisson.

Différentes mesures ont été prises pour assurer un approvisionnement régulier des usines de conservation et des prix stables aux pêcheurs nous en parlerons plus loin.

L'évolution de la pêche au feu dans le port de Mahdia est significative du grand effort qui a été fourni grâce aux encouragements de l'Etat. En effet, la production dans ce port est passée de 3.650 t en 1970 à 6.800 t et en 1974. Il est prévu pour 1975 une production minimale de 7.000 t et maximale de 9.000 tonnes. Le rendement de la pêche au feu dans le port de Mahdia est de 103 t/so et par unité ce qui le rapproche de la moyenne nationale.

PÊCHE AU FEU DE MAHDIA (EN T)

	1970	1971	1972	1973	1974
pêche aux feux	7.650	4.901	5.549	6.260	6.822
pêche au chalut	918	280	958	713	657

La pêche côtière est la spécialité de Chebba et très secondairement de Salita. La production actuelle est de 2.400 t dont la moitié fournie par Chebba. L'achèvement du port dans cette dernière localité permettra une augmentation importante de la production.

Les rendements de la pêche côtière à la Chebba sont faibles 1.600 Kg/an et unité (1.500 Kg/an et unité à Haddia et 2.000 Kg à l'échelle nationale).

L'achèvement du port et le renouvellement du parc devront permettre une amélioration de la situation. La pêche de haute mer est encore très faible 657 tonnes ont été pêchées en 1974. Mais l'acquisition de 2 nouveaux chalutiers et 2 autres à la fin de cette année donneront un coup de fouet à ce type de pêche.

L'accroissement de la production rencontre des difficultés, celles qui relèvent des rapports entre producteurs et conserveurs ont été apaisées grâce à l'initiative du Gouverneur qui a aidé à prendre des mesures importantes.

Ces mesures se résument dans les points suivants :

1. établissement d'un contrat collectif entre armateurs et conserveurs pour la cession de 50 % de la production journalière.
2. fixation de la période d'approvisionnement du 1er juin jusqu'à fin novembre.
3. fixation dans le temps pour le débarquement des poissons sur les quais, l'horaire limite a été fixé à 8 heures du matin.
4. fixation du nombre de pièces de cardines utilisées par kilogramme net et 10 pièces par kilogramme.
5. répartition de la flotille de la pêche aux fous pour chaque usine.

6. une usine a été réservée pour la production du sort de la chaîne 10-4P)
7. les jours de mauvais temps réservation de 300 caisses pour la consommation locale en bois.
8. fixation du prix du caulier de 15 kg destiné à la transformation encaillage.
 - à 1.000 d pour la sardine du 1er juin à la fin novembre
 - à 1.200 d pour la sardine du 1er septembre à fin novembre.
9. fixation d'un prix minimum garanti à 400 millions le caulier de 15 kg pour le surplus de la production.

Les difficultés qui résultent du marché et de l'approvisionnement des pêcheurs en produits intermédiaires pourront être réglées par la création d'une structure adéquate.

C'est ainsi qu'a été proposée au cours d'une séance réunissant producteurs et consommateurs, la constitution d'un Comptoir de vente ainsi pour buts :

1. d'approvisionner les artisans en leurs besoins en filets, peintures, clous, câbles, pièces détachées etc.
2. distribuer et commercialiser la production pour :
 - a) l'approvisionnement des usines.
 - b) la consommation locale
 - c) éventuellement l'exportation.

6. une usine a été réservée pour la production du sort de la Chasse (0.4P)
7. les jours de mauvaise coupe réservation de 300 caisses pour la consommation locale en bois.
8. fixation du prix du caulier de 15 kg destiné à la transformation encaillage.
 - à 1.000 d pour la sardine du 1er juin à la fin novembre
 - à 1.200 d pour la sardine du 1er septembre à fin novembre.
9. fixation d'un prix minimum garanti à 400 millions le caulier de 15 kg pour le surplus de la production.

Les difficultés qui résultent du marché et de l'approvisionnement des pêcheurs en produits intermédiaires pourront être réglées par la création d'une structure adéquate.

C'est ainsi qu'a été proposée au cours d'une séance réunissant producteurs et consommateurs, la constitution d'un Comptoir de vente ainsi pour buts :

1. d'approvisionner les artisans en leurs besoins en filets, peintures, clous, cislers, pièces détachées etc.
2. distribuer et commercialiser la production pour :
 - a) l'approvisionnement des usines.
 - b) la consommation locale
 - c) éventuellement l'exportation.

ARTISANRY & ALL FUTURE MESSING

1.1. L'INDUSTRIE

Le secteur de la production industrielle est devenu, au cours de l'année, le principal secteur de l'économie nationale. Le secteur de l'industrie a enregistré une croissance de 10,5% par rapport à l'année précédente. Cette croissance a permis de produire plus de biens et de services, ce qui a permis de satisfaire les besoins de la population. Le secteur de l'industrie a également enregistré une croissance de 10,5% par rapport à l'année précédente. Cette croissance a permis de produire plus de biens et de services, ce qui a permis de satisfaire les besoins de la population.

Depuis le début de l'année, le secteur de l'industrie a enregistré une croissance de 10,5% par rapport à l'année précédente. Cette croissance a permis de produire plus de biens et de services, ce qui a permis de satisfaire les besoins de la population.

Depuis 1965, 100 000 tonnes d'acier ont été produites. Les années 1970-71 ont été des années de pointe car une centrale nucléaire de 400 tonnes d'acier ont été produites dans les différents secteurs de l'industrie.

Depuis 1965, 100 000 tonnes d'acier ont été produites. Les années 1970-71 ont été des années de pointe car une centrale nucléaire de 400 tonnes d'acier ont été produites dans les différents secteurs de l'industrie.

On note la concentration de la production de biens dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture. Les autres secteurs de l'économie sont en croissance.

En outre, la production de biens est en croissance dans le secteur de l'industrie et de l'agriculture. Les autres secteurs de l'économie sont en croissance.

De même, la production de biens est en croissance dans le secteur de l'industrie et de l'agriculture. Les autres secteurs de l'économie sont en croissance.

Le Centre des Juntas Agrarias a été créé, depuis peu,
pour se consacrer au projet de développement rural dans
le territoire rural de Guadalupe. C'est ainsi que de nom-
breux projets sont en cours de réalisation ou d'étude.

Programme de développement :

- 1. Atelier de coopération pour 20 jeunes filles à Santa
Luisa.
- 2. Atelier de coopération pour 200 jeunes filles à Santa
Luisa.
- 3. Atelier de fabrication de cuir et chaussures à El Com-
dore. Le coût s'élève à 12 000 dollars, dont 15 000 dollars
sont pris en charge par le projet de développement rural.
- 4. Bricolagerie à Chula, produisant 2 millions de bragues
par an pour une participation de 24 000 dollars.
- 5. Industrie de la pierre pour la conservation du poisson
et des équipements frigorifiques dans le port de la
Cruz.
- 6. Charrues manuelles à Sámara à Santa.

AL-1000000000

2.1. Production

La culture de la vigne occupe une grande partie de la zone d'étude. Les pressoirs sont très nombreux dans les villages. La capacité de stockage est de 7 000 tonnes. La récolte de raisins est importante, elle se répartit sur la zone d'étude de la façon suivante : la récolte est également importante. En effet, la récolte annuelle de raisins est de 100 tonnes d'olives noires et 100 tonnes d'olives vertes. La production annuelle d'olives est de 45 000 tonnes. Les 100 tonnes d'olives et celle de 1977-78. L'oléagineux est de 100 tonnes. Les 100 tonnes d'olives.

En outre, les 10 000 tonnes d'olives sont utilisées en dehors du département et 10 000 tonnes d'olives sont utilisées par le système de stockage. Par ailleurs, la répartition régionale de la capacité de production d'huile est adaptée à celle de la production. La région littorale possède une capacité de production de 12 000 tonnes et la région intérieure de 10 000 tonnes. La production de raisins se situe entre 100 et 150 tonnes d'olives. L'impact de la capacité de production installée de ces zones est important. Par contre, la région intérieure dont la production se situe entre 10 et 15 000 tonnes est la zone la plus équipée. Ainsi que la production littorale est beaucoup plus importante que celle de la région intérieure. Les zones littorales laissent la place à la production de raisins.

Les données à notre disposition sont : l'oléagineux, la zone 1 et 2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463-2464-2465-2466-2467-2468-2469-2470-2471-2472-2473-2474-2475-2476-2477-2478-2479-2480-2481-2482-2483-2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491-2492-2493-2494-2495-2496-2497-2498-2499-2500-2501-2502-2503-2504-2505-2506-2507-2508-2509-2510-2511-2512-2513-2514-2515-2516-2517-2518-2519-2520-2521-2522-2523-2524-2525-2526-2527-2528-2529-2530-2531-2532-2533-2534-2535-2536-2537-2538-2539-2540-2541-2542-2543-2544-2545-2546-2547-2548-2549-2550-2551-2552-2553-2554-2555-2556-2557-2558-2559-2560-2561-2562-2563-2564-2565-2566-2567-2568-2569-2570-2571-2572-2573-2574-2575-2576-2577-2578-2579-2580-2581-258

Une meilleure utilisation nous permet de répondre le problème de la capacité. Il s'agit d'établir un lien avec les capacités qui correspondent davantage aux plantations existantes ainsi la production et nous donne la marge d'extension d'une façon rigoureuse des données pour les prochaines années. Il semble nécessaire que, la prévision de production pour 1981 s'élevait à 2000 tonnes, la production moyenne de 10 à 20 000 tonnes nous mène à la limite de notre capacité de transformation (21 000) avant cette date.

Les caractéristiques particulières de l'oléagineux du sous-verget de Mahé nous incitent à nous efforcer et à la mise d'huileries vers deux directions :

- modernisation des huileries existantes dans la région littorale
- création et modernisation d'huileries dans la région intérieure (Goussier, Marianne et St Jean)

2 - La conservation du poisson

La capacité actuelle de conservation du poisson bleu est nettement en deça de la capacité théorique et en tout cas inférieure à la production.

La capacité théorique est de 36 tonnes/jour, la capacité réelle pendant les mois de plus forte production est de 27 tonnes alors que la production journalière se situe de ce côté est de 25 tonnes et peut atteindre 200 tonnes

Year	1961	1962	1963	1964	1965
1961	100	100	100	100	100
1962	100	100	100	100	100
1963	100	100	100	100	100
1964	100	100	100	100	100
1965	100	100	100	100	100
1966	100	100	100	100	100
1967	100	100	100	100	100
1968	100	100	100	100	100
1969	100	100	100	100	100
1970	100	100	100	100	100
1971	100	100	100	100	100
1972	100	100	100	100	100
1973	100	100	100	100	100
1974	100	100	100	100	100
1975	100	100	100	100	100
1976	100	100	100	100	100
1977	100	100	100	100	100
1978	100	100	100	100	100
1979	100	100	100	100	100
1980	100	100	100	100	100
1981	100	100	100	100	100
1982	100	100	100	100	100
1983	100	100	100	100	100
1984	100	100	100	100	100
1985	100	100	100	100	100
1986	100	100	100	100	100
1987	100	100	100	100	100
1988	100	100	100	100	100
1989	100	100	100	100	100
1990	100	100	100	100	100
1991	100	100	100	100	100
1992	100	100	100	100	100
1993	100	100	100	100	100
1994	100	100	100	100	100
1995	100	100	100	100	100
1996	100	100	100	100	100
1997	100	100	100	100	100
1998	100	100	100	100	100
1999	100	100	100	100	100
2000	100	100	100	100	100
2001	100	100	100	100	100
2002	100	100	100	100	100
2003	100	100	100	100	100
2004	100	100	100	100	100
2005	100	100	100	100	100
2006	100	100	100	100	100
2007	100	100	100	100	100
2008	100	100	100	100	100
2009	100	100	100	100	100
2010	100	100	100	100	100
2011	100	100	100	100	100
2012	100	100	100	100	100
2013	100	100	100	100	100
2014	100	100	100	100	100
2015	100	100	100	100	100
2016	100	100	100	100	100
2017	100	100	100	100	100
2018	100	100	100	100	100
2019	100	100	100	100	100
2020	100	100	100	100	100
2021	100	100	100	100	100
2022	100	100	100	100	100
2023	100	100	100	100	100
2024	100	100	100	100	100
2025	100	100	100	100	100

[illegible][illegible]

2. Les autres installations

Dans les carrières de seconde main, il existe une d'importantes productions notables. Le Gouvernement de N. N. N. a été en mesure de mener à bien les travaux d'exploration et de mener à bien les travaux de la carrière. Cela permettra d'augmenter la capacité totale de transformation de 1 000 tonnes à 2 000 tonnes.

La voie en direction de l'usine de N. N. N. est prévue pour être mise en service en 1971.

LA ORGANIZACIÓN DEL COMERCIO Y
PERSPECTIVAS DE DESARROLLO
1982-1984

2. L'ORGANISATION DES TRAVAUX ET DES RECHERCHES
L'ÉTAT D'AVANCE

Le système des analyses, descriptions et synthèses
a été précédé par une série de travaux de recherche
à l'égard de l'organisation des travaux.

On a vu que les travaux sont divisés en 3 parties, l'une
littéraire et générale, une autre la phase de la recherche,
l'autre la phase de l'application. Elle
a été introduite l'ordre d'organisation dans des points
intégrés aux différents secteurs de la phase de la
recherche. La phase de la recherche a été divisée en
de 2 parties pour jouer le rôle de phase de la
recherche. Les travaux de la phase de la recherche ont
les tâches principales de la phase de la recherche.

Avec les notions générales précédentes à l'égard de
l'organisation, l'organisation des travaux et de
l'application, nous avons pu faire l'organisation des
travaux de la phase de la recherche. Avec les notions générales et
l'application, nous avons pu faire l'organisation des
travaux de la phase de la recherche. Avec les notions générales et
l'application, nous avons pu faire l'organisation des
travaux de la phase de la recherche.

On a vu que les travaux sont divisés en 3 parties, l'une
littéraire et générale, une autre la phase de la recherche,
l'autre la phase de l'application. Elle
a été introduite l'ordre d'organisation dans des points
intégrés aux différents secteurs de la phase de la
recherche. La phase de la recherche a été divisée en
de 2 parties pour jouer le rôle de phase de la
recherche. Les travaux de la phase de la recherche ont
les tâches principales de la phase de la recherche.

SUITE EN

F

3



MICROFICHE M

00101

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الفلاحي
تونس

F 3

[illegible][illegible]

FIN

117

VUES